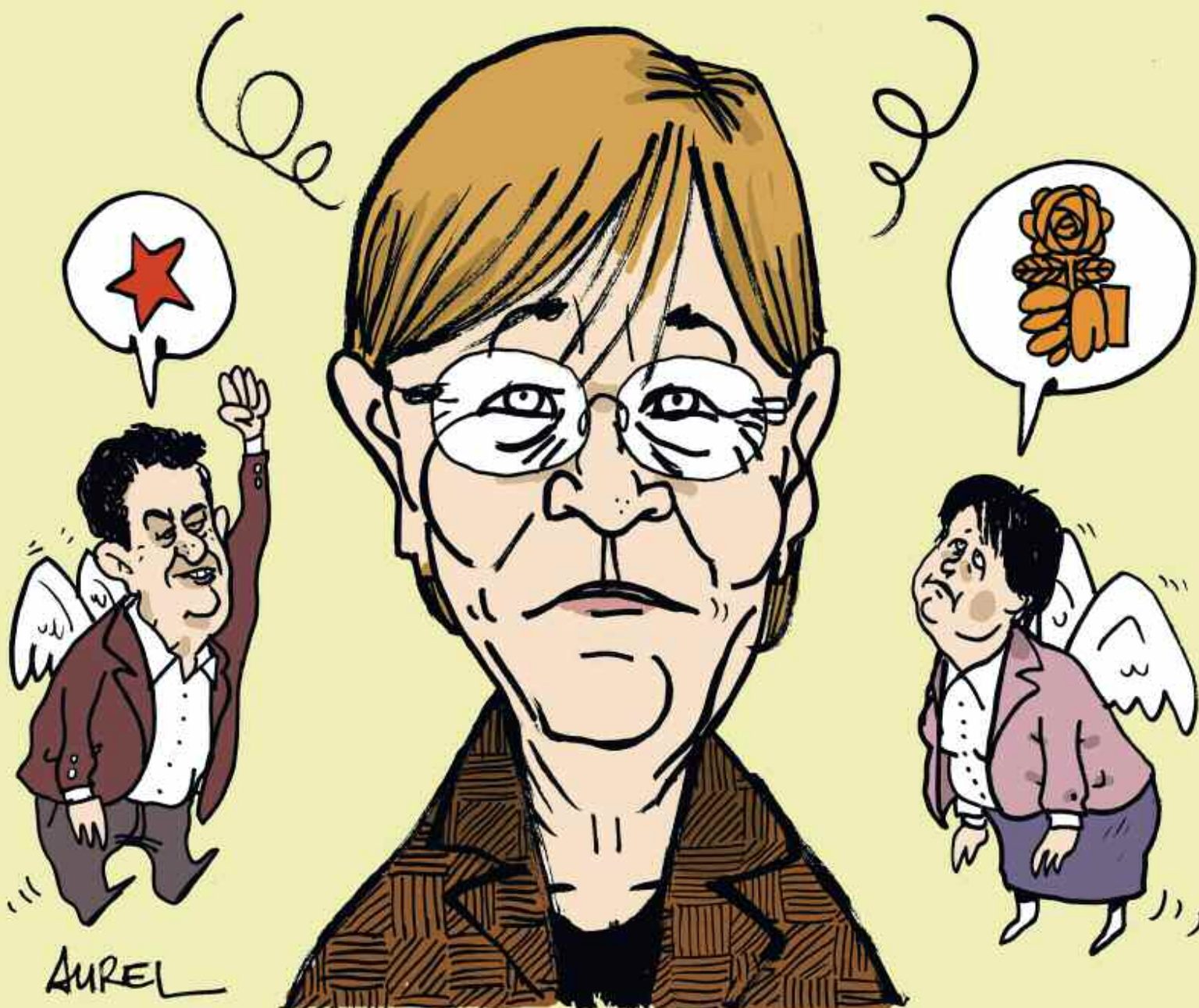


Molex

La politique
de la terre brûlée

Le parti communiste à la croisée des chemins



TAXE CARBONE

Benjamin Dessus
et Liêm Hoang-Ngoc

REPORTAGE

Les agrocarburants
en Colombie

ESSAI

« Les Années d'hiver »
de Félix Guattari

SANS-PAPIERS

Le virus
de la délation

REPORTAGE



CABANIS/AFP

MOLEX. « Si on ne fait plus rien, on est plus rien ».

Pages 4 et 5

ÉCONOMIE

ENTRETIEN avec Jean-Marc de Boni, directeur général de la Nef. Page 6

SANTÉ. L'hôpital, un luxe ? Page 7

À CONTRE-COURANT. « À quoi sert la taxe carbone », par Liêm Hoang-Ngoc. Page 7

SOCIÉTÉ

ENSEIGNEMENT. La fuite des jeunes cerveaux. Page 8

ÉCOLOGIE

AGROCARBURANTS. La palme du mépris, reportage en Colombie Pages 10 à 12

MONDE

ÉTATS-UNIS. Les ennuis d'Obama (suite). Page 13

PROCHE-ORIENT. Manœuvre grossière d'Israël. Page 14

CULTURE

LITTÉRATURE. « Comme un fracas », de Jacques-Henri Michot. Pages 22 et 23

GASTRONOMIE. Minijupe et sauce légère. Page 23

THÉÂTRE. « Les couteaux dans le dos », de Pierre Notte.

Page 24

MUSIQUE. « Les Frères Ferret ». Page 24

MÉDIAS

TÉLÉVISION. « Les Yes Men refont le monde ». Page 25

IDÉES/DÉBATS



AP

ESSAI.

« Les Années d'hiver », de Félix Guattari.

Pages 26 et 27

TRIBUNE. « Une taxe inadaptée », par Benjamin Dessus. Page 28

DE BONNE HUMEUR. Chronique de Sébastien Fontenelle.

Page 29

RÉSISTANCES

SANS-PAPIERS. La délation : un virus contagieux. Page 30

LE POINT DE VUE DES LECTEURS

Pages 32 et 33

BLOC-NOTES

Pages 34 et 35

Couverture : Aurel.

DOSSIER



MSUDDAIS

PARTI COMMUNISTE

À la croisée des chemins. Quatre tendances qui ne disent pas leur nom.

Pages 16 à 21

LA SEMAINE PROCHAINE DANS POLITIS

Autour de l'Armée du crime, le dernier film de Robert Guédiguian

DÉCOUVREZ LE MENSUEL DE LA GAUCHE CRITIQUE !



EN KIOSQUE

Ce mois-ci dans *Regards*

José Bové : « L'important, c'est d'agir »

Police, la culture de la violence
Des caissières aux machines
Robert Guédiguian,
partisan de la vie

Abonnez-vous !

www.regards.fr

5 villa des Pyrénées, 75020 Paris 01 47 70 01 90 - abonnement@regards.fr



PAR DENIS SIEFFERT

Deux conceptions de l'écologie

Ce n'est pas une découverte : le social et l'écologie ne font pas spontanément bon ménage. Longtemps, la gauche issue du marxisme a été rétive – c'est peu dire – aux questions d'environnement. L'emploi, les salaires, le « pouvoir d'achat » étaient au cœur de son action, à l'exclusion de toute autre préoccupation. Et le productivisme était sa religion. Il lui a fallu progressivement intégrer l'impératif du sauvetage de la planète face aux périls qui la menacent. Hélas, l'affaire de la taxe carbone exacerbe de nouveau cette dualité, pour ne pas dire cet antagonisme : bobos contre archéos. Ce n'est pas la moindre de ses turpitudes. Car, depuis quelques années, les mentalités ont évolué, même si, peu ou prou, l'idée qu'il y a tout de même une hiérarchie dans l'urgence continue d'imprégner les esprits. Le mérite historique de cette prise de conscience revient principalement aux Verts. C'est en se définissant très tôt comme un mouvement de gauche (c'est la grande œuvre au début des années 1990 des « Verts pluriels » de Voynet, Cochet, Lipietz et quelques autres), et en intégrant toujours le social à leur réflexion, qu'ils ont pu agir sur la culture collective. Plus modestement, *Politis* y a travaillé, aussi, depuis son origine. De l'autre côté, tout ce qui gravitait dans la sphère d'influence du parti communiste et de la CGT a eu bien du mal à considérer l'écologie comme autre chose qu'une lubie de « petits-bourgeois ». Là aussi, les choses ont progressivement changé. Pas complètement. Voir le délicat débat sur le nucléaire qui anime toujours les universités d'été...

Mais la décroissance, ou à tout le moins la sobriété et la modération dans la consommation d'énergie, aura toujours besoin d'être « politisée », au vrai sens

du mot. Si elle n'est pas pensée et organisée, elle apparaîtra toujours comme injuste. Il ne peut y avoir d'incitation à consommer moins, ni *a fortiori* d'obligation, sans redistribution. Sans une politique d'ensemble. C'est ici, à notre humble avis, que Nicolas Hulot – le quel avoue ne pas savoir se situer politiquement – fait erreur (1). En soutenant coûte que coûte une taxe carbone mal ficelée et détournée de son objectif par un gouvernement de droite, il se comporte à peu près comme la gauche traditionnelle se comportait avec l'écologie il y a encore quelques années. En substance, il nous dit : « *Appliquons immédiatement la taxe élaborée par le trio Rocard, Fillon, Sarkozy, et renvoyons à plus tard les promesses de compensation sociale.* » Certes, il s'empresse d'ajouter qu'il faut « *des dispositifs d'accompagnement* ». Il nous parle de « *crédits d'impôts* » et de « *subventions* ». Il évoque même une « *allocation universelle* ». C'est nous parler de social comme la CGT énergie parlait d'écologie en 1975... Aperçoit-il aujourd'hui l'ombre du commencement de tels projets dans le dispositif de la taxe carbone ? Voit-il poindre à l'horizon de vastes programmes de développement des transports publics pour les banlieusards ? Pas besoin d'être très « politisé » pour comprendre que le gouvernement de M. Sarkozy n'est pas vraiment engagé dans cette voie. Toute sa politique va même exactement à l'opposé. Les services publics sont sacrifiés, et lorsqu'il est question de redistribution par l'impôt, c'est au profit des grosses fortunes. Voir le « bouclier fiscal ».

Ainsi conçue, avec, de surcroît, la forte présomption que cette taxe ne soit pas autre chose qu'une opération budgétaire pour récupérer le manque à gagner qui résulte de la suppression de la taxe professionnelle, il ne s'agira que d'un prélèvement de plus. La question du prix de la tonne de carbone apparaît dans ces conditions presque secondaire. À 14 euros (version Fillon), l'inefficacité écologique est à peu près

garantie. C'est l'aveu que ce gouvernement se moque de l'écologie comme d'une guigne. À 34 euros (version Rocard), c'est un peu moins inefficace, mais un peu plus injuste : les augmentations étant évidemment plus douloureuses pour les petits revenus. Cependant, l'urgence écologique est bien là. Et pas question d'attendre « le grand soir » (pour ceux qui y croient) !

Mais rien ne se fera sans un minimum de justice sociale, des compensations immédiates et des offres concrètes d'alternatives. Le drame, c'est que cette taxe carbone (qui, au passage, laisse de côté la question de la consommation d'électricité) est plutôt de nature à faire reculer une conscience écologique encore vacillante. Ce n'est pas tant qu'elle ranime le vieil antagonisme entre productivistes de gauche et écolos, mais elle creuse le fossé entre deux conceptions de l'écologie. L'une qui se dit apolitique ou qui feint de croire que Sarkozy peut être l'artisan d'une fiscalité juste. L'autre, ancrée à gauche.

(1) *Libération* du 7 septembre.

P.-S. : On lira sur le même sujet, la chronique de Liêm Hoang Ngoc, p. 6, la tribune de Benjamin Dessus, p. 28, et le bloc-notes de Bernard Langlois, pp. 34 et 35. Le débat confirme s'il en était besoin la nécessité de renforcer les convergences politiques entre social et écologie. C'est l'un des objectifs que nous assignerons les 7 et 8 novembre à Saint-Denis. On en reparle la semaine prochaine. Promis ! Et ce n'est pas un *teasing* (j'avais fait la même promesse la semaine dernière !), mais un vrai manque de place.

Le drame, c'est que cette taxe carbone est plutôt de nature à faire reculer une conscience écologique encore vacillante.

.L'équipementier automobile Molex a fermé cet
.Ces derniers dénoncent la logique
.Ils devraient prendre connais

REPORTAGE MOLEX

« Si on ne fait rien, on n'est



Les salariés de Molex sont rassemblés le 17 juillet devant la mairie de Toulouse. CABANIS/AFP

Réunis en petits groupes, les uns sur le trottoir, les autres à l'abri d'un arbre au milieu de la chaussée, les salariés de Molex trompent l'ennui comme ils peuvent. Une tente est installée près de l'entrée du site de Villemur-sur-Tarn, dont l'accès est strictement contrôlé par des vigiles. Les salariés se relaient en gardant les équipes de travail pour assurer les permanences de nuit et les week-ends. Sur les murs de l'usine, des slogans donnent le ton d'un conflit social entré dans son onzième mois. « *Le père Molex est une ordure/Licenciements boursiers, y'en a assez !/On est chez nous, pas chez Kerriou [ex-cogérant de l'usine, NDLR].* » Sur place, on passe le temps en grillant une cigarette et en enchaînant d'interminables parties de cartes. Ou en observant le va-et-vient des ouvriers de Labinal, qui, eux, continuent de travailler...

En 2004, le site de Villemur a été partagé en deux quand ce groupe

Les ouvriers de Molex racontent leur quotidien sur le site occupé de leur usine, à Villemur-sur Tarn.

spécialisé dans l'aéronautique s'est séparé de son activité automobile et a vendu l'usine à Molex. Quelques salariés de Labinal, dont l'avenir est incertain, rendent visite aux Molex pour prendre des nouvelles, mais la plupart passent devant eux, le regard absent. Les journées sont marquées par l'interminable attente d'une décision de justice, et dans l'espoir de l'annonce d'une négociation avec un éventuel repreneur, ou avec la direction.

Ce mercredi 2 septembre, les représentants du comité d'entreprise sont à la préfecture de Toulouse, avec la direction de Molex et le médiateur nommé par le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi. À l'ordre du jour, le paiement des salaires d'août. Les dirigeants de Molex ont fermé le site de production le 6 août, en mettant en avant des raisons de sécurité après un incident entre un membre de la direction et les salariés. Depuis,

les Molex ont fait invalider la fermeture par le tribunal de grande instance de Toulouse, mais ils sont sans salaire et à la porte de leur usine.

À 10 h 40, un portable sonne. La nouvelle se répand rapidement : quinze jours de congés seront payés pour le mois d'août (1). « *On est en train de négocier le droit du travail français, c'est un scandale* », commente amèrement Denis Parise, élu CGT et secrétaire du comité d'entreprise. La nouvelle fait grincer, car une sombre perspective attend les ouvriers. Le couperet d'un prochain plan social, en discussion avant le comité d'entreprise du 15 septembre, pèse sur le moral.

« *Ce n'est pas simple à gérer dans la durée*, explique Jean-Louis, un des plus anciens ouvriers de l'entreprise. *Il y a plein de gens malades, de divorces, de dépressions. On ne s'imaginerait pas ce que peut engendrer dans la vie une situation comme celle-là. On arrive le matin, on ne sait pas ce qui nous attend. On n'est pas fait pour rien faire, car finalement on n'est plus rien, on n'a plus de statut social, plus de paie ; psychologiquement, c'est très dur.* » Un peu plus loin, un collègue confirme : « *On ne le vit pas bien, d'ailleurs on ne le vit pas, on le subit.* »

Les salariés vivent d'autant plus mal cette situation que Villemur-sur-Tarn est l'un des derniers sites de connectique automobile en France, après la fermeture des usines Tyco, l'hiver dernier. « *On a mis au point des outils et des moules que l'on ne trouve qu'ici* », affirme fièrement Jean-Louis, ouvrier, quarante-deux ans d'entreprise. Vincent, 35 ans et dessinateur, est éccœuré par le gâchis : « *C'est plus de soixante-dix ans d'expérience* », car Molex fabrique des boîtiers et des éléments de connectique pour les systèmes de câblage automobile, une activité très spécialisée qui n'a pas quitté le site depuis les années 1940.

Les nouveaux patrons américains sont venus chercher en 2004 des compétences et un carnet de commandes bien rempli. « *Le but était d'éliminer un concurrent, de prendre son savoir-faire et ses clients pour ensuite partir dans des pays low cost ou rentrer*

été son site de Villemur-sur-Tarn, laissant 283 salariés sur le carreau. purement financière de cette fermeture et occupent leur usine. sance cette semaine d'un rapport sur la viabilité de leur entreprise.

plus rien ! »

aux États-Unis », s'indigne Christian, programmeur en électroérosion, 52 ans, dont trente années passées dans les ateliers de Villemur. La fermeture est « un acte prémédité ». « Si jamais nos produits ne se vendaient plus, on comprendrait que c'est la fin, mais ce n'est pas le cas, on est bénéficiaires et en progression », se désole Vincent. Il a acheté une maison à crédit il y a deux ans, et veut garder un fond d'espoir : « Pour le moment, on n'a pas de colère ni de fatalité, on ne baisse pas les bras. On sait qu'on est dans notre droit. » À 57 ans, Michel est plus pessimiste : « Plus personne ne croit encore à la réouverture, ni même à un repreneur. Pourtant, ce qui nous intéresse, c'est de continuer à travailler ici. » La moyenne d'âge des 283 salariés est de 46 ans avec une expérience moyenne de 23 ans. Un grand nombre des métiers sont très spécialisés, et ils auront du mal à faire valoir leur expérience dans d'autres entreprises.

Aux alentours, le bassin industriel est très pauvre, et cela promet des lendemains qui déchantent en cas de fermeture définitive. « Le manque de perspective est total, vu le contexte de l'emploi et les chiffres du chômage, on n'a aucune chance », craint Éric, 52 ans, fils d'ouvrier, qui travaille avec sa femme dans l'entreprise depuis près de trente ans. Il ajoute : « Ce manque de perspective a généré beaucoup de solidarité et de force pour lutter dans la durée. C'est pourquoi on demande la continuité du site plutôt qu'un plan social bien négocié. » Pour la commune, ce sont 500 000 euros de taxe professionnelle qui risquent de s'envoler. Mais le maire, Jean-Claude

Le gouvernement promet des « états généraux de l'industrie » et s'agite autour de l'affaire Molex, mais se montre impuissant face aux méthodes du groupe américain.

La politique de la terre brûlée

Le cas des Molex de Villemur-sur-Tarn est emblématique des restructurations répondant à des logiques financières, comme chez Caterpillar, SBFM et tant d'autres. Alors que Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il réunirait « avant la fin de l'année » des « états généraux de l'industrie », les décisions prises aux États-Unis par l'équipementier automobile Molex font fi des conséquences industrielles et sociales de la fermeture d'une usine en Haute-Garonne. Et rien n'empêche ce groupe de piétiner le droit du travail. L'agitation gouvernementale et élyséenne autour de cette affaire peut paraître bien vaine et rappelle d'autres dossiers. Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, a réaffirmé sa détermination « au maintien d'une activité industrielle sur le site de Villemur-sur-Tarn »...

Tout en menaçant de fermer le robinet des commandes. Intraitables, les dirigeants de Molex n'ont pas bougé d'un iota. Le groupe maintient la fermeture de son site, pourtant viable, et empêche ainsi la continuité d'une activité, y compris par un éventuel repreneur. Ce n'est pas seulement la fermeture d'une usine, c'est la politique de la terre brûlée pour que rien ne repousse ensuite... Le groupe est coutumier du fait. Il a ainsi racheté Cinch, une filiale de la Snecma, pour s'emparer des brevets, des capacités de recherche et du marché. Il ne fait aujourd'hui que récidiver. Avant la fermeture programmée du site, la direction de Molex a cloné l'usine de Villemur au Nebraska, où elle assure exactement la même production. C'est à la suite de cette découverte qu'en avril 2008 les salariés en grève

Boudet, appréhende surtout « un impact social important ». Les salariés sont passés devant les tribunaux : le plan social a été condamné

par deux fois en justice. Au-delà des méthodes de cow-boys de la direction, l'un des points d'achoppement entre élus, salariés et direction du groupe concerne surtout la reprise du site. La direction de Molex le réaffirmerait dans un courrier envoyé aux salariés le 27 août : l'éventuel repreneur doit « développer une activité non concurrente à celle de Molex ». En clair, la direction veut partir avec les machines, les brevets et les carnets de commande, laissant derrière elle les salariés et les murs...

Chaque jour, la situation se tend un peu plus, et le maire de Villemur s'interroge : « Je ne sais pas comment

DÉCRYPTAGE

Le groupe maintient la fermeture de son site, pourtant viable, et empêche ainsi la continuité d'une activité, y compris par un éventuel repreneur.

ont séquestré deux dirigeants. Dans le même temps, ils ont aussi appris que leur direction prépare depuis trois ans la fermeture de la production en France, fixée pour le mois d'octobre. « Cette situation soulève d'autant plus d'indignation que, parallèlement, le tribunal de Compiègne condamne six salariés de l'usine Continental de Clairvoix à de lourdes peines de prison avec sursis », a déclaré Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, qui est retourné sur le site de Villemur avant un comité d'entreprise qui promet d'être houleux. Les 14 et 15 septembre, les salariés prendront en effet connaissance du rapport d'expertise de Syndex, mandaté par les syndicats, sur la viabilité de l'usine.

Dans des économies financiarisées, des groupes comme Molex sont à la recherche de profit, loin des politiques industrielles qui semblent désormais intéresser Nicolas Sarkozy, dont l'impuissance dans cette affaire est manifeste. Ainsi, avouait le Medef, 70 000 entreprises sont menacées de disparition d'ici à la fin de l'année. Et les chiffres du chômage grimpent (près de 4 millions de demandeurs d'emploi si l'on recense les bénéficiaires d'allocations de solidarité, de formation ou de reclassement). Les restructurations, délocalisations et fermetures n'ont pas comme seule source la baisse des carnets de commandes due à la crise. Les bons résultats du CAC 40, avec 21 milliards d'euros de bénéfice au premier semestre, en apportent la preuve.

—Thierry Brun

les salariés vont garder leur sang-froid face à un groupe irresponsable qui ne veut rien lâcher et ne respecte pas la loi. » Guy Pavan, délégué CGT, attend de son côté que « les propos du gouvernement ne soient pas qu'un effet d'annonce, sinon cela risque de se durcir chez nous aussi ». Pour l'instant, les Molex tiennent bon, mais les réactions risquent d'être très vives en cas d'échec.

—Yoran Jolivet

(1) Décision sur laquelle est revenue la direction de Molex, annulant le paiement des quinze jours de congé après avoir appris que 110 salariés les avaient assignés devant les prud'hommes.

EN QUELQUES DATES

Le 18 septembre, le tribunal des prud'hommes de Toulouse rendra sa décision sur le paiement des salaires du mois d'août des Molex de Villemur-sur-Tarn.

D'ici à la fin de l'année, se tiendront des états généraux de l'industrie, a annoncé Nicolas Sarkozy.

Le 22 octobre, une mobilisation nationale « pour l'avenir des emplois et de l'industrie », avec une manifestation à Paris, est prévue par la CGT.

ENTRETIEN Les leçons de la crise financière ont-elles été tirées ? Directeur général de la Nef, coopérative financière et future banque éthique européenne, **Jean-Marc de Boni** critique le fonctionnement du système bancaire.

« Les banques ne font plus leur métier »

POLITIS | Les banques ont joué un rôle crucial dans la crise avec ce phénomène de titrisation créant des produits financiers à hauts risques. Comment une banque comme la Nef réagit-elle devant cette situation ?

Jean-Marc de Boni | La titrisation est effectivement une des premières causes de l'explosion du système financier tel qu'on le connaît depuis une quinzaine d'années. C'est une duperie gigantesque parce que, tout simplement, les banques externalisent tous les risques et les font porter par la population. En agissant ainsi, elles ne font plus leur métier. Et il devient légitime de s'interroger sur leur utilité quand elles fonctionnent ainsi. Ainsi que sur l'utilité du rôle des traders. Personne ne sait qui fait quoi ! La plupart des sociétés d'audit qui analysent des produits financiers disent qu'au-delà du premier intervenant, ils n'y voient plus grand-chose. Commençons par redonner aux banques le rôle qui doit être le leur, c'est-à-dire faire circuler l'argent et assumer le risque d'intermédiation.

Il est donc possible pour une banque de fonctionner autrement...

Pendant des siècles, les banques ont fonctionné autrement. Le rôle initial des banques est l'intermédiation. Il consiste à relier deux intérêts *a priori* contradictoires : celui de l'épargnant, qui a de l'argent disponible et souhaite le récupérer de façon certaine quand il le veut, moyennant un intérêt correspondant à la privation de cet argent pendant un certain temps,



Les banques coopératives, comme les Banques populaires et les Caisses d'épargne, ont cédé à la tentation des produits financiers à risques. AFP

et celui de l'emprunteur, qui veut de l'argent sur plusieurs années et court le risque de ne pas pouvoir le rembourser.

Votre banque a-t-elle été affectée par la crise ?

Non. Nous sommes déconnectés de ce système de financiarisation, mais, bien évidemment, en ce qui concerne

les taux d'intérêt, nous sommes, comme tout le monde, soumis à concurrence. Nous n'avons aucune politique consistant à utiliser l'épargne de nos clients pour faire des opérations financières extrêmement fructueuses à court terme. Nous utilisons l'épargne uniquement pour faire des prêts à des entreprises

ou à des porteurs de projet. Ce qui n'est plus le cas, depuis une quinzaine d'années, de la plupart des banques « classiques », puisque l'épargne y est massivement utilisée pour des opérations financières confiées aux traders.

Votre mode de fonctionnement se traduit-il par plus de confiance dans votre banque ?

C'est très net, parce qu'il y a de la transparence par rapport à l'utilisation de l'argent des épargnants. Certes, la Nef a été touchée par la crise économique, mais moins que les autres banques. De plus, nous proposons des placements simples, faciles à comprendre, et il n'y a pas de montages sophistiqués...

Pourtant, des banques coopératives comme le Crédit agricole, les Banques populaires et les Caisses d'épargne ont subi de plein fouet la crise financière. Que pensez-vous de leur attitude ?

Les banques coopératives étaient normalement armées pour résister à la tentation des produits financiers à hauts risques, et elles ont cédé au chant des sirènes. Plus grave, ces banques ont voulu rattraper ce qu'elles ont qualifié de temps perdu en mettant les bouchées doubles. Elles ont été amenées à prendre des risques importants sans nécessairement avoir la complète maîtrise de ces risques. Cela leur a explosé à la figure. Ces banques se sont éloignées de leur base coopérative. Est-ce normal que l'administrateur soit choisi par les dirigeants ? Est-ce normal qu'on dise qu'un tel est nommé parce qu'il a de bonnes relations avec le président du directoire ? On marche sur la tête en matière de gouvernance.

...Propos recueillis par Thierry Brun

Politis.fr
Retrouvez le blog de Thierry Brun sur www.politis.fr

...T. B.

www.lanef.com

La Nef, une exception dans le paysage bancaire

En vingt ans, la Nef, coopérative financière, s'est développée à l'ombre du système bancaire classique pour devenir une référence dans ce que l'on appelle l'économie solidaire et dans le financement de projets environnementaux et sociaux. Ce Petit Poucet bancaire s'est engagé depuis quelques années dans une

démarche originale en se lançant dans la constitution de la première banque éthique européenne coopérative. Ce projet avance lentement, pour des raisons juridiques, mais sûrement, aux côtés de partenaires italiens (Banca Etica) et espagnols (Fiare). La Nef compte ainsi proposer en France une « alternative bancaire complète,

reposant sur les principes d'éthique et de transparence ». La Nef réunit 24 000 sociétaires (en progression constante) et a financé plus de 3 000 projets depuis sa création. Le total de ses encours dépasse les 180 millions d'euros.

LIÊM HOANG-NGOC

Maître de conférences à l'université de Paris-I.



WRIGHT/IMAGE SOURCE/AFP

SANTÉ L'augmentation du forfait hospitalier part du principe que c'est au malade de payer le déficit de la sécu.

L'hôpital, un luxe ?

Une hausse du forfait hospitalier, qui passerait de 16 à 20 euros, serait donc en gestation, au motif éculé qu'il faut réduire le déficit de l'assurance-maladie. La méthode employée pour tester une augmentation de ce forfait acquitté par les malades pour chaque journée passée à l'hôpital est d'un grand classicisme. Une note interne entre Bercy et le ministère de la Santé est éventée par voie de presse, et une poignée de ministres réagissent, la plupart du temps pour expliquer qu'il ne s'agit là que d'une des « pistes » pour réduire le déficit de l'ensemble des branches (retraite, famille, maladie et accidents du travail), soit près de 30 milliards d'euros en 2010, selon l'estimation gouvernementale.

La manœuvre valide ainsi l'idée qu'il n'y aurait que les malades pour financer l'assurance-maladie, à quelques semaines de la présentation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2010. Le ministre du Budget, Eric Woerth, ne peut cependant ignorer que ce forfait n'a jamais cessé d'augmenter. En passant de 10,67 euros à 13 euros par jour (plus 22 %) en 2004, puis à 14 euros en 2005, 15 euros en 2006 et enfin 16 euros en 2007, il n'a pas résolu le problème des recettes de l'assurance-maladie. Une hausse de 25 % du forfait hospitalier « reviendrait à facturer 600 euros pour un

malade hospitalisé un mois, ce qui augmente de façon exorbitante le reste à charge des malades », dénonce l'Unsa. « Ces orientations risquent d'aggraver encore les difficultés d'accès aux soins sans apporter une réponse adaptée, solidaire et pérenne à la dérive de l'assurance-maladie », estime la Fnath, association des accidentés de la vie. « Le gouvernement feint de croire que les malades seront remboursés par leur complémentaire, alors que 7 % des Français n'ont pas les moyens de s'en payer une, et que toutes ne remboursent pas le forfait », déplore pour sa part la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Syndicats et associations ont rappelé à la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, qu'une étude publiée par l'Insee en octobre 2007 a démontré la part importante de la situation financière dans l'inégalité d'accès aux soins. Et Bercy ne dit mot sur les exonérations de cotisations patronales qui ont représenté plus de 30 milliards d'euros en 2008, selon une estimation de la commission des comptes de la Sécurité sociale. Il semble aussi oublier que la Cour des comptes a suggéré en 2007 de soumettre à cotisations sociales les plus-values des stock-options dont bénéficient cadres et dirigeants de grandes sociétés, ce qui, en 2005, aurait pu rapporter 3,2 milliards d'euros à la Sécurité sociale.

—Thierry Brun

À quoi sert la taxe carbone ?

Popularisée par le Grenelle de l'environnement, la taxe carbone serait parée de toutes les vertus. Elle conduirait à modifier les comportements en matière énergétique, tout en engendrant de nouvelles recettes fiscales permettant de compenser le manque à gagner lié à la réforme annoncée de la taxe professionnelle. À ces égards, l'analyse économique dominante serait elle-même plus réservée. La taxe sur les produits polluants est l'un des trois instruments envisagés par la théorie néoclassique pour traiter la pollution en tant qu'« externalité ». Son inventeur n'est autre qu'Arthur Cecil Pigou, le professeur de Keynes, qui deviendra ensuite son ennemi théorique. L'objectif de la taxe est alors de provoquer une hausse du prix relatif des consommations polluantes (par exemple, les énergies fossiles), pour inciter les agents économiques à leur substituer l'achat de biens non polluants. Elle ne peut donc, si elle atteint son but, être un impôt source de recettes stables. La fixation d'un taux de pollution limite (par exemple, limitation des gaz à effets de serre) est le deuxième moyen envisagé par la théorie économique orthodoxe. Elle conduit les entreprises à réduire leur production et donc leurs profits, et pousse celles qui le peuvent à relever leurs prix pour préserver leurs marges.

Dans les deux cas, le traitement des externalités peut être la source d'effets redistributifs et macroéconomiques indésirables. Son succès est avant tout conditionné par l'existence même d'énergies alternatives aux énergies fossiles. En l'absence d'une telle possibilité, les mesures recommandées aboutissent à taxer les ménages ruraux modestes qui se déplacent en automobile et se chauffent au fuel, ou

Une véritable politique énergétique alternative suppose d'arrêter de privatiser le secteur de l'énergie.

pour ceux dont l'utilité marginale du revenu est faible, à prôner une décroissance conviviale vers l'âge de pierre. Une taxe de 32 euros la tonne de CO₂ émise (recommandée par Michel Rocard) accroîtrait le prix de l'essence de 7 centimes et du gasoil de 8 centimes. Elle amputerait de 300 euros par an le pouvoir d'achat des ménages modestes. Envisagée par le Premier ministre à 14 euros la tonne, elle réduirait donc leur revenu de 13 euros. On peut toujours compenser cette perte de revenus par une redistribution de la somme prélevée (8 milliards dans le scénario Rocard, 3 milliards dans le scénario Fillon), mais l'effet recherché sur les comportements sera dans ce cas probablement nul, et le solde restant pour réorienter la politique énergétique sera dérisoire. La TIPP, taxe sur les volumes, est une variante de la contribution climat énergie (CCE). Elle n'a entraîné aucune modification des comportements.

Il est un troisième moyen envisagé par la théorie économique orthodoxe elle-même, mais dont on parle moins en Europe (pour cause de respect de « la concurrence libre et non faussée »). Il s'agit de la subvention aux entreprises, aux fins d'assurer la transition vers l'investissement dans des technologies non polluantes. Concrètement, cela signifierait que la puissance publique aide ou recapitalise à cet effet EDF, GDF et Areva, qu'elle planifie leurs investissements en direction d'énergies renouvelables et diversifiées, adaptées à chaque zone géographique, et qu'elle organise le financement de tels projets par le biais d'un impôt juste et d'un pôle public financier conséquent. Ce scénario est d'autant plus pertinent que la production et la distribution des énergies renouvelables relève du cas d'activités de réseaux, entrant dans le champ de ce que la théorie nomme les biens collectifs. Ces derniers ne peuvent émerger spontanément sur le marché parce que leurs coûts fixes (liés à la mise en place et à l'entretien des réseaux) sont excessifs et sont susceptibles de compromettre les perspectives de profit. C'est pourquoi les entreprises privatisées du secteur de l'énergie, détenues par des actionnaires recherchant naturellement la rentabilité, ont tant de mal à développer la filière des énergies renouvelables. Nœud d'un modèle de développement durable, une véritable politique énergétique alternative suppose donc de mettre un terme à la privatisation du secteur de l'énergie, au dépeçage d'EDF et de GDF, d'entrer dans le capital des banques recapitalisées et de changer de politique fiscale. En attendant, la CCE n'est rien d'autre qu'une usine à gaz, ou plutôt un moyen de communication de plus, utilisé à souhait par le pouvoir régnant pour diviser ses opposants.

ENSEIGNEMENT À l'heure de la rentrée, certains établissements de quartiers populaires accusent une sévère baisse des effectifs. La mobilité des élèves s'amplifie depuis l'assouplissement de la carte scolaire.

La fuite des jeunes cerveaux

Depuis deux ans, la carte scolaire fait de moins en moins obstacle à la volonté des familles d'échapper aux établissements de piètre réputation. Au lycée comme au collège, en effet, la procédure de dérogation s'est assouplie. C'en serait donc à peu près finis des stratégies de contournement : choix d'option prétextes, fausses adresses et autres arrangements...

Conséquence : les demandes de dérogation explosent et font chuter les effectifs des collèges les moins bien réputés. « Toutes les remontées que nous avons, ainsi que nos propres observations, font état d'une situation dramatique dans beaucoup d'établissements », s'inquiète Bruno Mer, responsable national du secteur collège au Syndicat national des enseignants du second degré (Snes). À l'heure de la rentrée, les chefs d'établissement des collèges dits difficiles confirment la tendance à la baisse de leurs effectifs, quand bien même la communication reste très contrôlée, car le sujet est sensible. Entre 2007 et 2008, les demandes de dérogation ont augmenté de 17 % (36,5 % pour l'entrée en 6^e). Des chiffres qui traduisent clairement l'intensification de la fuite scolaire.

Le mode d'emploi est simple : chaque année, les taux de réussite au brevet et au bac sont publiés sur les sites des académies. Les familles comparent facilement l'offre éducative des établissements alentour. « Elles sont



C'est dans les quartiers socialement diversifiés qu'on a le plus tendance à s'écarter de l'école du secteur. DANIAU/AFP

toutefois prudentes, observe Jean-Pierre Odin, inspecteur général honoraire, coauteur d'un rapport d'inspection générale sur la carte scolaire. Elles n'envoient pas leurs enfants dans les établissements les plus demandés, où le niveau d'exigence est plus grand. » Les meilleurs élèves des quartiers populaires s'orientent donc vers les établissements jugés moyens, et les meilleurs élèves de la classe moyenne visent les établissements des quartiers les plus riches.

La « fuite » scolaire est surtout importante dans les quartiers socialement très diversifiés et chez les classes moyennes, tandis que les catégories populaires contournent assez peu la carte scolaire, faute d'information ou de dispositions à sortir des quartiers. Elles sont en revanche adeptes

de l'enseignement privé. « C'est une tendance qu'on retrouve très nettement dans les milieux d'origine maghrébine, explique Jean-Pierre Odin. Ils mettent leurs enfants dans le privé catholique avec l'idée que

celui-ci cadre mieux les élèves et les fait réussir plus que le public. » La fuite conduit peu à peu à une homogénéisation sociale et scolaire des établissements.

Dans la récente politique d'assouplissement, toutes les dérogations sont a priori acceptées, et pour celles qui seraient refusées faute de place, la priorité est théoriquement donnée aux élèves boursiers.

Difficile de savoir si les nouvelles mesures sont appliquées. En attendant, les facéties des services de communication du ministère de l'Éducation nationale et le malaise des chefs d'établissement ferment toutes les portes à une réelle évaluation. « L'inspection générale a été mise sur la touche dans le suivi du nouveau système, regrette Jean-Pierre Odin. Dans cette affaire, comme dans toutes les autres, mes anciens collègues sont quasi au chômage technique. » Selon lui, les lycées continuent de prendre en considération les résultats scolaires dans l'affectation des demandes de dérogation, avec de grandes différences locales. « Les rectorats utilisent un logiciel

d'affectation automatique, explique-t-il. Les paramètres qui déterminent les affectations, vus de l'extérieur, considèrent le critère de bourse mais en le panachant avec les résultats scolaires. » Les chiffres du ministère montrent aussi un mouvement de dérogation plus marqué chez les boursiers que dans l'ensemble de la population, entre 2007 et 2008. Les demandes de dérogation de boursiers à l'entrée en 6^e ont augmenté de 85 %, passant de 4 à 10 % de l'ensemble des demandes. La mesure a donc favorisé la fuite scolaire des milieux défavorisés.

Du coup, en l'absence de mixité scolaire et sociale, les conditions d'enseignement dans les établissements difficiles, notamment ceux classés en réseaux ambition réussite (RAR), se corsent. De l'avis général, les problèmes n'ont pas changé, mais c'est leur concentration qui inquiète le personnel enseignant. La réponse éducative à ce qu'il faut bien appeler une ghettoïsation est donc difficile, en dépit de moyens supplémentaires.

Au sein de ces établissements, du temps a été libéré pour un suivi individualisé des élèves en difficulté et pour un lien accru avec les écoles du secteur. Un satisfecit qui n'apaise pas les inquiétudes face à la baisse de la mixité. « La fuite scolaire est un phénomène puissant, juge Marc Douare, animateur de l'Observatoire des zones prioritaires (OZP). Il manque une véritable dynamique pédagogique nationale susceptible de la contrecarrer. »

—Erwan Manac'h

« Nos effectifs ont chuté de 44 % »

« L'année dernière, concrètement, nous avons perdu les têtes de classe et les enfants des classes moyennes. »

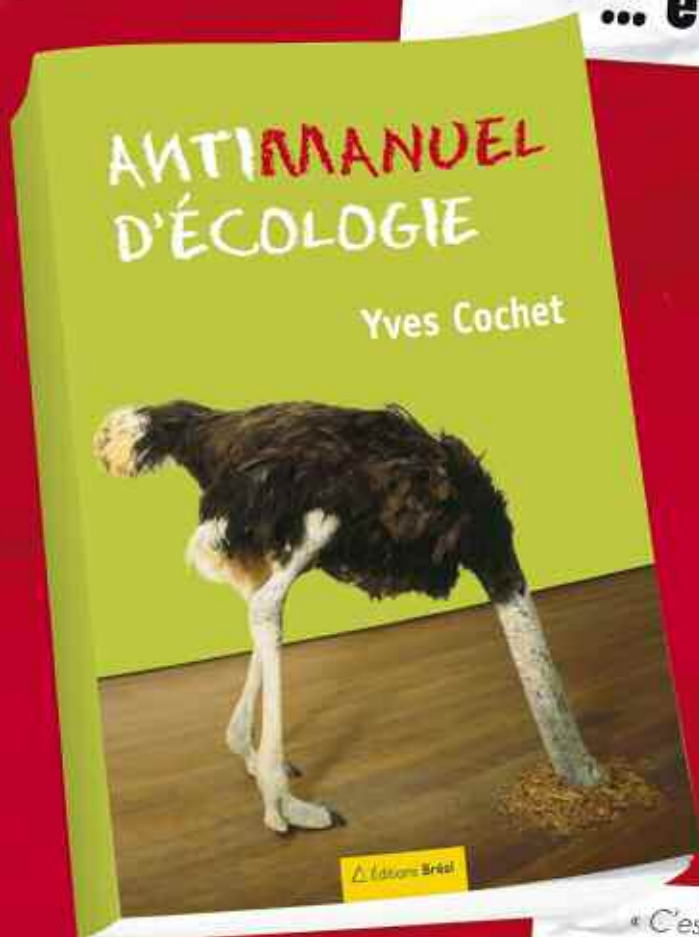
Martine LePennec, principale du collège Lenain-de-Tillemont, sur les hauteurs de Montreuil, ne cache pas son amertume. « Le public du collège est devenu totalement homogène », énonce-t-elle avec gravité. En trois ans, et depuis l'assouplissement de la carte scolaire, les effectifs de son établissement ont chuté de 44%. Cette année, un tiers des élèves attendus en 6^e ont déposé une demande de dérogation. L'inspecteur d'académie n'a répondu favorablement qu'à 10 demandes

sur 32. Désormais, le collège s'adresse presque exclusivement à des enfants de milieux très défavorisés. À la clé, une généralisation de l'échec scolaire. Entre amertume et découragement, on s'accorde ici de plus en plus à des pronostics extrêmes. « L'existence même d'un collège à ce point en voie de ghettoïsation, inclus dans une cité marquée par la grande pauvreté et la marginalisation, est en soi un non-sens éducatif, estime Martine LePennec. Il faudrait fermer ce type d'établissement. Il n'y a que la mixité sociale qui est source de réussite. »

—E. M.

Abonnez-vous à l'offre découverte de Politis...

... et recevez ce livre en cadeau



Crise énergétique, changement climatique, pollutions chimiques, OGM: **est-il raisonnable d'être alarmiste?**

Le **dérèglement** climatique est-il inéluctable?

Quelle est la responsabilité de l'être humain dans la **disparition des espèces?**

Devons-nous craindre la **raréfaction du pétrole** et des matières premières?

Quelles conséquences aurait la **relance du nucléaire** dans le monde?

Bref, que va-t-il nous arriver?

www.editions-breal.fr

**ANTIMANUEL
D'ÉCOLOGIE**
Yves Cochet
Édition 2009
312 pages
Valeur 21 €

** Dans la limite des stocks disponibles.*

« C'est d'une véritable leçon d'écologie qu'il s'agit. C'est vivifiant d'intelligence, et donc pas déprimant: avec les clés, tout est possible à l'homme. » Patrick Piro, journaliste à Politis

Politis
L'hebdo indépendant
et engagé

Je m'abonne à Politis*

- 24 n^{os}, 72 € 59 € (dont 1 hors-série)
- 48 n^{os}, 146 € 109 € (dont 2 hors-série)

- Abonnement par prélèvement mensuel à durée libre à 11 €**

Civilité :
 Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Code postal [] [] [] []
 Ville :
 Tél. :
 Courriel :

Mode de règlement

Espèces Chèque bancaire
 Carte bancaire n° [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []
 Expire le [] [] [] []
 Les 3 chiffres au dos de la carte bancaire [] [] []
 Signature : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

**Bulletin à retourner sous enveloppe affranchie à:
 Politis, service abonnement,
 18-24, quai de la Marne, 75164 Paris cedex 19**

* Offre valable jusqu'au 31/12/2009 pour la France métropolitaine.
 Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.
 ** Je peux cesser mon abonnement à tout moment sur simple demande.

Abonnez-vous en ligne sur www.politis.fr

Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient communiquées à des sociétés partenaires, cochez ici
 Conformément à la loi informatique et libertés n°78.17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.

AMEC

Autorisation de prélèvement

Titulaire du compte à débiter
 Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal [] [] [] [] Ville :

Établissement du compte à débiter

Nom :
 Adresse :
 Code postal [] [] [] [] Ville :
N° national d'émetteur : 521 498

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements établis à mon nom qui seront présentés par l'organisme créancier Politis, 2 impasse Delaunay, 75011 Paris.

Date : [] [] [] [] Signature (obligatoire) : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Désignation du compte à débiter

Établissement [] [] [] [] Guichet [] [] [] []
 N° de compte [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Clé RIB [] []

Important : joindre un relevé d'identité bancaire ou postal

AGROCARBURANTS La Colombie s'est lancée dans la production massive d'huile de palme et d'éthanol pour l'exportation, lésant des communautés indigènes, afro-colombiennes et paysannes. Un reportage de Patrick Piro.

La palme du mépris

Les tympans martyrisés par les hélices, des courants d'air passant par le trou des rivets manquants, une montagne de fret qui écrase la banquette de toile contre la carlingue... Cumaribo est loin, très loin de la capitale : c'était l'antique DC-3 au départ de Villavicencio, ou bien affronter deux jours et demi de pistes inondées.

Cumaribo, 1 500 âmes pour le petit bourg, mais commune la plus étendue de Colombie : son immense territoire de 72 000 km² (15 % de la France...) occupe les trois quarts du non moins vaste département du Vichada. Ce sont les *llanos*, savanes infinies étirées du piémont de la cordillère orientale jusqu'à l'Orénoque, frontière avec le Venezuela. Une terre chaude et aride mais fréquemment inondée à la saison des pluies, aux sols acides, où domine une végétation herbacée – les trachypogons.

Ici, bientôt, palmiers à huile, pins caraïbes, hévés à perte de vue ? Puits de pétrole, routes, « développement rural » ? En 2004, le ministre de l'Agriculture dévoilait le Mégaprojet Gaviotas 2 « pour la renaissance de la région Orénoque » : 6,3 millions d'hectares de plantations, principalement des palmiers à huile, adaptés à ce milieu. Dans le sillage, sortiraient de terre cinq villes nouvelles... Aujourd'hui, le Vichada compte environ 90 000 habitants. Une population éparpillée mais en croissance rapide ces dernières années, avec l'arrivée de « colons » attirés par les grands espaces – les « Blancs », comme les désignent les indigènes. Membres d'une dizaine de groupes (Achaguas, Amoruá, Kuiva, Kubeo, Kurripaco, Piapoco, Piaroa,



Guacayama-Mamillare, à l'est de Cumaribo. La garde indigène assure la sécurité des réunions de la communauté. PIRO

Puinave, Saliva, Sikuani), ces derniers sont largement majoritaires – jusqu'à 90 % de la population dans la commune de Cumaribo (1). Dans leurs *resguardos*, territoires qui leur ont été légalement attribués, ils vivent de pêche, de chasse et de la culture de petits lopins de manioc, maïs, bananes, etc., dans les forêts-galeries bordant les cours d'eau, rares bandes de terre suffisamment riches en humus.

Gaviotas 2 est sans équivalent sur le continent : le fer de lance d'un

gouvernement qui entend faire du pays un producteur majeur d'agrocarburants pour le marché mondial. Un rapide calcul montre qu'il consiste à couvrir de monocultures, hors forêts et zones inaptes, la quasi-totalité des savanes du Vichada ainsi qu'une moitié du Meta.

Plus accessible que le Vichada, ce département voisin est déjà le premier pourvoyeur d'huile du pays, qu'occupaient en 2007 plus de 100 000 hectares de palmiers, le tiers du total cultivé en Colombie. Avec, pour cet agrodiesel des *llanos*, une vertu précieuse aux yeux d'importateurs occidentaux qui se piquent désormais d'éthique socio-environnementale : il n'aura pas nécessité la déforestation de massifs tropicaux – contrairement à l'huile indonésienne, par exemple.

Mais le miraculeux projet, qui semble surgi du siècle dernier, caresse un rêve bien plus ample que d'alimenter les moteurs occidentaux, expliquent ses promoteurs : dans une geste civilisatrice, il permettrait d'éradiquer les cultures illicites de coca et

de chasser les trafiquants de cocaïne qui exploitent l'isolement de la région et ses frontières ; il l'assainirait également de la présence des rebelles des Farc, qui tirent du Vichada jusqu'à 80 % de leurs ressources via le trafic de drogue ; il offrirait aussi des emplois à 1,5 million de personnes, monnaie d'échange pour les groupes paramilitaires en particulier, dont le gouvernement négocie le désarmement et la réinsertion dans la vie civile.

Le projet, qui cherche 15 milliards de dollars d'investissement en vingt ans, aurait déjà séduit Japonais et Européens. Ultime atout, mais pas le moindre, pour vendre cette mar-

tingale colombienne à l'international : Gaviotas 2 serait le plus important « puits de carbone » en création au monde, fixant dans les fibres des plantations en croissance des dizaines de millions de tonnes de CO₂. Un service planétaire dans la lutte contre l'effet de serre, que la Colombie entend bien se faire rémunérer via l'accord international qui doit prolonger le protocole de Kyoto après le sommet climat de Copenhague en décembre prochain. Début juillet dernier, une mission internationale d'investigation se rendait dans cinq régions colombiennes, dont les *llanos*, afin d'analyser les impacts du développement accéléré des agrocarburants.

À Cumaribo, on en est aux préliminaires : il faut d'abord sécuriser le territoire. Pour entrer dans le bourg ou en sortir, il faut montrer patte blanche à l'une des garnisons du bataillon d'infanterie n° 43, qui maintient 4 000 hommes dans le Vichada. Nous y croiserons à plusieurs reprises des forces spéciales, anti-narcos, anti-Farc... Sur l'aérodrome, qui sert pour une large part aux besoins de l'armée colombienne, c'est la police militaire qui contrôle les papiers. Elle a installé son QG en plein centre du bourg, murs de sacs de sable et miradors, sur le site de la case de la culture indigène. « C'était un accord provi-

Une mission internationale

Du 1^{er} au 11 juillet dernier, un collectif d'organisations colombiennes de défense des droits humains, des populations afro-colombiennes, indigènes et paysannes, de l'environnement, etc. organisait une mission internationale d'investigation des impacts du développement des agrocarburants en Colombie (Censat, Proceso de comunidades negras (PCN), Onic,

diocèse de Quibdo, Justice et paix, Vía campesina Colombia, avec l'appui de la Coordination belge pour la Colombie et le CCFD en France). Près de quarante participants, issus d'une douzaine de pays – politiques, experts, associatifs, journalistes –, se sont rendus dans cinq régions très touchées (voir carte p. 12). Un rapport devrait être disponible en octobre sur les sites des organisations.

soire pour un an. Ça dure depuis 2002... », déplore Javier Sánchez, sikuni et membre de l'Organisation nationale indigène de Colombie (Onic). Sur la rue principale – nommée avenue Uribe à la suite du passage du président colombien il y a quelques années –, une gargote s'est baptisée avec audace Los Desplazados. Les « déplacés » : sur le territoire de la commune, les services officiels en ont recensé 1 068 au premier semestre 2008, environ 2 % de la population, le plus fort taux du pays (2). Des indigènes expulsés au gré des opérations menées par les forces armées, des stratégies des trafiquants de drogue, des Farc ou des paramilitaires (en recrudescence dans la zone depuis 2004).

Le Bureau colombien des Nations unies pour la coordination des questions humanitaires (Ocha) calcule un « indice de risque de situation humanitaire » (IRSH), agrégeant des facteurs de menace (expulsions, victimes de mines antipersonnel, com-

bats, assassinats, cultures de coca, etc.) et de vulnérabilité (sécurité, services, santé, etc.) : Cumaribo recueille le pire IRSH du pays.

Depuis peu, on assiste cependant à la montée de pressions de nouvelle nature : les « colons » et les entrepreneurs s'enhardissent, rassurés par la forte militarisation de la région, et montrent leur appétit. Intimidations, menaces, destructions, pollutions, violences... Un nouveau cycle d'agressions contre les *resguardos* est en cours dans les *llanos*.

L'Incoder, l'organisme d'État qui délivre les titres fonciers, est soupçonné de faciliter outrancièrement l'installation de ces nouveaux « acteurs économiques ». « *Il nous a fallu parfois vingt ans pour obtenir la légalisation d'un resguardo, quand certains colons obtiennent un titre de propriété en quinze jours !* », accuse Hernando, un cacique local (3). Alors que la règle prévoit de limiter les attributions à 1 300 hectares par famille, l'Onic relève de nombreuses entorses. L'appel d'air Gaviotas 2 ?

6,3 millions d'hectares de plantations : c'est ce que prévoit le projet Gaviotas 2.

« *Jusqu'en 2003, dans le Vichada, on délivrait moins de 15 titres par an à des colons. Et tout s'est brusquement accéléré*, note Javier Sánchez. *Entre 2004 et 2006, un fonctionnaire a attribué plusieurs de dizaines de milliers d'hectares à 11 personnes, et plus de 100 titres ont été délivrés en 2007 !* » Un de ces scandales fonciers a fini par éclater, conduisant même un sénateur en prison.

Il s'agit bien d'une stratégie gouvernementale, selon l'Onic : depuis 2002, le délai légal ouvrant droit à la régularisation foncière d'une installation sans titre est tombé à cinq ans, contre dix auparavant. L'organisation dénonce surtout avec virulence la loi nationale de « développement rural », directement attentatoire aux droits collectifs des indigènes – priorité au concept de « développement régional », ersatz de consultation des communautés, etc. « *Dans cette perspective, nous constatons une limitation claire des attributions de terre aux indigènes* », souligne Higinio Obispo, l'un des cadres de l'Onic.

Les frictions sont devenues régulières avec les colons, qui clôturent leurs parcelles pour élever du bétail et inter-

La terre en trompe-l'œil

La Colombie reconnaît des droits importants à ses quelque 100 groupes ethniques – plus de 1,7 million de personnes (chiffres Onic). Ainsi, environ 650 *resguardos* leur ont été attribués, parcelles en principe inaliénables qu'elles peuvent théoriquement administrer selon leur « plan de vie » – économie, social, environnement, culture, etc. La réalité est beaucoup moins ronflante : les *resguardos* sont majoritairement situés en zones forestières, protégées ou encore incultes, et à peine 10% sont exploités. Souvent peu accessibles, proches de frontières, ils sont propices à la colonisation sauvage, aux cultures illicites et aux conflits armés. Victimes des violences associées, nombre d'indigènes vont grossir en ville les rangs des « déplacés », souvent dans la mendicité. En 2006, le Ministère public reconnaissait ainsi que 40% des indigènes souffraient... d'un besoin de terres ! En quarante-huit ans de réforme agraire, l'État n'a finalement acquis que 200 000 hectares de terres arables à leur profit.

El Merrey, nord-est de Cumaribo. En août 2008, un incendie criminel a ravagé des bâtiments du village, qui refuse la prospection pétrolière. PIRO

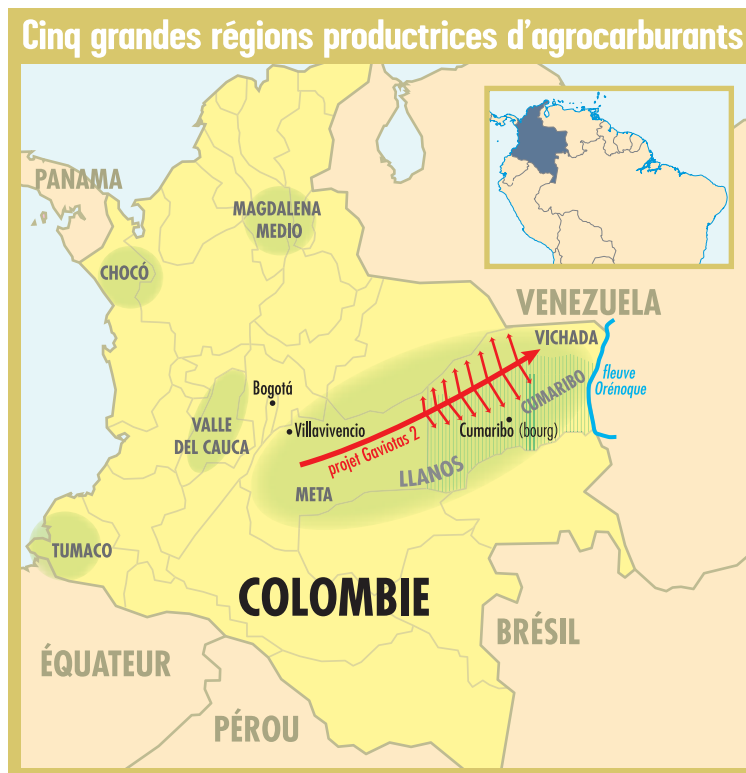


disant aux indigènes l'accès à des sites sacrés ou utilitaires. Pins caraïbes, hévéas et palmiers à huile ont déjà fait leur apparition dans quelques *resguardos* du Vichada.

Guacayama-Mamillare, réunion de la communauté. La « garde indigène », groupe officiel composé d'une vingtaine de jeunes hommes armés de lances, d'arcs et de flèches, assure la sécurité de la réunion. « À cause de l'irrigation, le niveau des lagunes baisse, on pêche de moins en moins, se plaint Francisco. Et l'activité agricole mécanisée fait fuir le gibier. » Tous craignent pour la préservation de leurs précieuses forêts-galeries, qui assurent l'essentiel de leur subsistance : les communautés en déboisent parcimonieusement des parcelles de quelques hectares pour les cultiver, abandonnées l'année suivante pendant 25 à 30 ans afin de laisser la fertilité se reconstituer. Des entrepreneurs convoitent aussi ces « oasis », et certaines sont polluées par l'utilisation des pesticides.

José Santos, jeune avocat espagnol, circule depuis deux ans et demi dans les *resguardos* du Meta et du Vichada pour recueillir des témoignages de violations des droits indigènes. Des dizaines de cas lui ont été relatés. Et, un matin de juin dernier, il assiste à l'épandage de glyphosate par avionnette sur les plantations de manioc d'une communauté du Meta, en présence de quatre hélicoptères de l'armée. « C'est l'herbicide très toxique que les anti-narcos utilisent sur les parcelles de coca... Les habitants sont convaincus que ce sont des représailles organisées par une compagnie pétrolière pour lui avoir refusé l'accès de prospecter sur leur territoire. » Pour les indigènes, extraire le pétrole, sang de la terre, conduit à rompre l'harmonie du milieu. Au Sud du Vichada, l'énorme projet « CP4 » s'intéresse à 1,2 million d'hectares potentiellement riches en or noir, périmètre qui empiète sur 14 *resguardos*...

Dans celui d'El Meréy, plus au nord, la tension est aussi très forte : la compagnie Hocol, qui fait pression depuis 2007, a finalement engagé la prospection sans l'accord de la communauté, et dans un secteur de sépultures considéré comme l'un des plus sacrés par les Sikuani. « L'entreprise allègue qu'il ne s'agit pas d'un territoire traditionnel ! », s'éleva un cacique. L'Incoder aurait accordé des titres sur le territoire même du *resguardo*. En août 2008, des hommes de main ont brûlé des bâtiments de la communauté, qui refusait les offres de transaction de la compagnie – jusqu'à



La mission d'investigation a visité les llanos orientaux, la côte Pacifique (Sud et Nord) et la moyenne vallée du Magdalena, principales zones de culture de palmiers à huile, ainsi que la vallée du Cauca, grosse productrice de canne à sucre. Toutes ces régions connaissent de graves conflits.

40 millions de pesos (13 000 euros). Une tentative d'achat des autorités locales, afin de briser la résistance de la population : la manœuvre est apparemment courante.

Resguardo Muco Mayor Agua. Le pont est en partie effondré, il faut traverser à pied pour gagner le village en moto. Plusieurs représentants de com-

munités voisines nous attendent. Certains, comme Nelson, sont venus du Meta, après plus d'une journée de trajet. Il est catastrophé : mis en confiance, il a accepté l'an dernier de signer un contrat « de développement du territoire », par lequel il engageait son *resguardo* à louer, pour un prix dérisoire, quelques dizaines de

Une obsession présidentielle

En 2007, la Colombie a produit 2 millions de litres d'agrodiesel et d'éthanol par jour. D'ici à 2020, elle veut y consacrer un million d'hectares de canne à sucre et le double en palmiers à huile (environ 10 fois plus qu'en 2007) et devenir un « grand » des agrocarburants. « C'est une obsession », avoue le Président Uribe. Une niche économique quasi garantie pour le pays, déjà 5^e producteur mondial d'huile de palme : l'Union européenne s'est obligée, par directive, à incorporer 10% d'agrocarburants dans les réservoirs d'ici à 2020. « Or, il lui faudra en importer au moins la moitié, et des pays du Sud, plus compétitifs. Cette directive repose sur l'exploitation de leurs ressources ! », estime Ambroise Mazal, au CCFD. « Derrière, il y a aussi un plan global de récupération des territoires et de contrôle des populations », comme l'expose Abilio

Peña, de Justice et paix, pour les régions visitées par la mission internationale d'investigation (voir encadré p. 10 et carte ci-dessus), et marquées par de nombreux assassinats et d'importantes violations des droits. Processus : la région est d'abord « nettoyée » militairement (trafiquants, Farc, etc.) et reprise en main politiquement ; puis les opposants, accusés de « terrorisme », sont remis à la justice ou assassinés ; les « projets productifs » peuvent ensuite s'installer. Il est alors proposé avec insistance des « alliances stratégiques » aux communautés paysannes, afro-colombiennes ou indigènes, les transformant en « associés » d'une agro-industrie qu'ils livrent en fruits de palmier, canne à sucre, etc. « Une arnaque, qui les lie parfois pour plus de trente ans ! », s'éleva Abilio Peña.

milliers d'hectares de terre afin d'y produire des agrocarburants. « On ne sait pas comment s'en sortir... » En échange, on promet du travail dans les plantations. Les témoignages se bousculent, sous le toit du carbet (abri de bois) communautaire : des emplois à 12 000 pesos par jour (4 euros), sans transport ni repas, sans contrat ni assurance... « Et puis il faut tout acheter dans leurs boutiques, s'éleva une femme. 2 400 pesos la savonnette, on va vers l'esclavage ! On ne veut plus un seul projet d'arbres ici ! »

Une nouvelle encourageante ? La Cour constitutionnelle, constatant, entre autres, que les indigènes sont régulièrement accusés « de manière arbitraire ou infondée de collaborer avec tel groupe armé ou avec la force publique », a finalement adopté en janvier dernier la décision « Auto 004 », qui met le gouvernement en demeure d'élaborer des plans de « protection intégrale » – économie, santé, culture, environnement, etc. –, pour 34 communautés indigènes à risques. Les Sikuani du Vichada en font partie. « Alors qu'il n'existe aucune politique publique en faveur de ces communautés, c'est une première base de droit, mais il faudra se battre pour la rendre effective », prévient Maria Angélica Gómez, au Conseil pour les droits humains et les déplacements (Codhes).

On peut la croire... La mission internationale d'investigation des impacts des agrocarburants a pu être reçue par quelques autorités de Bogotá afin de leur faire part de ses alarmes. Au Ministère public, chargé de la défense des droits, on se dit « débordé par des milliers de demandes », et puis « la violence et les agrocarburants, ce sont deux sujets distincts ».

À la vice-présidence de la Colombie, Carlos Franco, directeur du programme pour les droits humains, se veut rassurant : le développement des agrocarburants, « un atout pour la Colombie », doit « bien entendu se faire dans de bonnes conditions, le cadre législatif national permettant de protéger les populations et l'environnement ». Les problèmes rencontrés dans le Vichada ? C'est la première fois qu'il en entend parler, il se chargera de vérifier...

— Patrick Piro

(1) Selon les organisations indigènes. Les données officielles tendent à minorer l'importance de ces populations (nombre de groupes, démographie, etc.), et sont fréquemment contradictoires.
(2) Probablement sous-estimé : il existe une polémique constante autour de la minoration présumée, par le gouvernement, de l'importance des déplacements.
(3) Le nom des interlocuteurs des *resguardos* a été modifié, la plupart craignant de possibles représailles.

ÉTATS-UNIS Le Président américain est peut-être en train de perdre la bataille autour du système de santé. Un coup dur pour sa légitimité politique.

Les ennuis d'Obama (suite)...

Rien n'est encore définitif. Mais l'affaire est mal engagée. Cible d'une campagne de presse qui, vue de France, peut paraître aussi incompréhensible qu'effarante, Barack Obama a perdu la main dans la très rude bataille qui l'oppose aux Républicains à propos de la réforme du système de santé. Le puissant lobby des compagnies d'assurance, clé de voûte du système de santé privé, se déchaîne en publicités de plus en plus caricaturales à la télévision. L'idée qu'une bureaucratie proliférante allait se substituer à chacun dans le choix du médecin et que les impôts allaient s'en trouver considérablement augmentés a fini par faire son chemin. C'est que l'affaire touche à l'un des fondements de la nation américaine : la détestation naturelle pour l'État fédéral, et pour tout ce qui pourrait ressembler à une mainmise de Washington sur la liberté individuelle. Derrière cette méfiance de ce qui pourrait être géré et décidé par l'État (immédiatement assimilé à du « socialisme », voire à du « communisme »), transparait une « philosophie ». L'économiste Paul Krugman, prix Nobel d'économie, et chaud partisan de la réforme, la définit ainsi : « *La vie est peut-être injuste, mais ce n'est pas à l'État de débarrasser le monde de l'injustice (1).* » Ou encore : « *Les coups du sort sont nombreux dans la vie, l'État ne peut les contrer tous, et il n'y a aucune raison de privilégier ce type de malchance [les accidents de santé, NDLR] en particulier.* » Au-delà de cet argument « philosophique », il en existe un autre, plus matérialiste. Ceux qui se satisfont du système actuel, parce qu'ils ont les moyens de cotiser à une assurance privée, redoutent avec l'assurance-maladie universelle un nivellement par le bas : pour eux, à la fois une augmentation d'impôts et une détérioration des soins dans un système destiné à servir le plus grand nombre.

Faute de pouvoir remettre en cause la conception dominante de la société, les partisans de la réforme tentent de déplacer le débat sur le terrain économique. Ils contestent l'idée que le système privé est le



Le puissant lobby des compagnies d'assurance s'emploie à caricaturer la réforme du système de santé voulue par Barack Obama. NGAN/AFP

meilleur du monde. Et ils ont de bons arguments pour cela. Ils font valoir que les États-Unis apparaissent au 37^e rang dans le classement de l'Organisation mondiale de la santé. Avec une dépense de santé par habitant de plus 6 000 dollars par an (chiffres de 2004), le citoyen états-unien dépense le double du Canadien, de l'Allemand ou du Français, et plus du double du citoyen britannique. Et cela pour une espérance de vie inférieure : 77,5 contre 80,2 au Canada et 79,6 en France. Ils s'efforcent surtout de démontrer la mauvaise foi des compagnies d'assurance. Non seulement celles-ci s'arrogent officiellement le droit de refuser d'assurer un citoyen « à

risque » ou, *a fortiori*, déjà malade, mais elles parviennent ensuite à échapper au remboursement pour certains autres. Paul Krugman énumère le chapelet d'arguments dont elles usent et abusent alors : le patient avait dissimulé une maladie antérieure – même bénigne – au moment du contrat ; ou bien les soins ont été excessifs et sortent du champ de la responsabilité de la compagnie. Et Krugman dénonce le comble de l'absurdité du système privé : le « *denial management* ». Littéralement, « la gestion du déni ». Ce sont les dépenses considérables que les médecins consacrent à leur propre défense quand il s'agit d'argumenter contre les compagnies qui

refusent de les payer. Cette dépense purement bureaucratique pèse, elle aussi, et lourdement, sur le total des sommes prises en compte dans les budgets santé individuels. Enfin, autre perversion du système, le quasi-refus des compagnies d'assurance de financer la médecine préventive, qui n'est pas limitée dans le temps.

Un dernier argument existe dans le camp des partisans de la réforme : il n'est pas question de toute façon de

remplacer un système assurantiel privé par un système public. Les deux coexisteraient. La sacrosainte liberté de choix ne serait de toute façon pas menacée. Cela vaudrait-il suffire face à la violence des attaques ? Pas sûr.

Dans ce débat, Barack Obama devait tenter de reprendre la main mercredi à l'occasion de son discours de rentrée devant le Congrès. Face à l'opposition des Républicains et de certains députés de la droite démocrate (que l'on appelle improprement « modérés » parce qu'ils sont à la charnière des deux partis), le Président américain est encouragé par ses proches à rechercher le compromis. Ce pourrait être, par exemple, un système public qui ne se substituerait au privé qu'en cas de refus de payer des assurances. On voit bien le risque : les dépenses les plus importantes, les pathologies les plus graves seraient à la charge exclusive du système public, tandis que les assurances empocheraient les contrats pour les pathologies les moins coûteuses. Face à cela, Obama doit également compter avec l'aile gauche du parti démocrate, incarnée par la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, qui a déjà fait savoir que le parti ne voterait pas une réforme au rabais.

— Denis Siefert

(1) Nous avons tiré nos citations de l'ouvrage de Paul Krugman, *L'Amérique que nous voulons*, Flammarion, 353p., 22 euros.

PROCHE-ORIENT Israël défie Obama et intensifie la colonisation avant un « gel provisoire »...

Manœuvre grossière

Le gouvernement israélien a donné son feu vert lundi à la construction de plusieurs centaines de nouveaux logements dans les colonies juives de Cisjordanie occupée. C'est le ministre de la Défense, le travailliste Ehud Barak, qui a signé l'autorisation de construire 455 logements « dans les blocs d'implantations », selon la terminologie officielle. Preuve, s'il en était besoin, que la politique d'expansion coloniale n'est pas l'apanage de la droite israélienne, comme se plaisent à l'écrire certains commentateurs. Sur ces logements, 161 seront construits dans le bloc de Gush Etzion, près de Bethléem ; 84 à Modiin Ilit, à l'ouest de Ramallah ; 76 à Givat Zeev, au nord de Jérusalem ; 89 à Maalé Adoumim près de Jérusalem ; 25, près de Kedar et 20 autres dans la colonie de Maskiot, dans la vallée du Jourdain. Cette annonce précède de quelques jours l'arrivée dans la région de l'émissaire spécial américain, George Mitchell.

Ce nouveau programme de constructions constitue évidemment un défi pour Barack Obama, qui avait demandé un gel total de la colonisation. En contradiction avec toutes les résolutions internationales, Israël continue de saper par la politique

du fait accompli les bases mêmes de négociation sur le statut final des territoires palestiniens. N'est-ce pas la définition de l'État voyou ?

Le principal négociateur de l'Autorité palestinienne, Saëb Erekat, a affirmé que cette mesure « rend nul tout éventuel gel ultérieur de la colonisation et sape la confiance dans le processus de paix ». L'Autorité palestinienne en a aussitôt appelé à la communauté internationale et, « en premier lieu, à l'administration américaine » afin que l'une et l'autre prennent « une position ferme et décisive » face à la politique d'expansion des colonies juives. « Ferme et décisive », c'est en effet ce qu'on attend de la position d'Obama. Mais le Président américain, sur ce sujet comme sur d'autres, semble tergiverser. S'accommodera-t-il de la manœuvre israélienne qui consiste à intensifier la colonisation afin d'observer un moratoire sur les constructions durant ensuite quelques mois ? En hâtant le programme de construction, le gouvernement israélien espère gagner sur les deux tableaux : tenir ses objectifs de colonisation et tirer tout de même un avantage diplomatique d'un gel temporaire, ensuite. Barack Obama et les Européens feindront-ils d'être les dupes d'une manœuvre aussi grossière ?

—D. S.

AFGHANISTAN L'Otan a dû reconnaître la mort de civils à la suite d'un raid aérien.

Bombardement meurtrier

Après bien des tergiversations, l'Otan a fini par reconnaître, mardi, que « des civils » ont été les victimes d'un raid aérien ordonné par un officier allemand, à Kunduz, dans le nord du pays, le 4 septembre. Si l'Otan ne donne pas de chiffres, les talibans, eux, en ont dénombré 79, dont une vingtaine d'enfants. Selon *le Figaro*, le bombardement, qui visait des camions citernes dérobés par les talibans, aurait fait 90 morts, dont de nombreux civils venus s'approvisionner en essence. Cette affaire survient au moment où les responsables de l'Otan annonçaient une « nouvelle stratégie » destinée à « protéger les

civils ». Cela, sans renoncer à la stratégie des raids aériens. Mardi, les talibans se sont payé le luxe de demander à la communauté internationale de faire toute la lumière sur ce crime. Le principal résultat de la guerre occidentale est de transformer les talibans en résistants contre l'agression étrangère. Par ailleurs, le pays attend maintenant un second tour à la présidentielle, puisqu'il était à peu près établi, mardi, que le candidat des Américains, Hamid Karzaï, président sortant, avait été mis en ballottage par son principal rival, Abdoullah Abdallah, avec 48 % contre 31,7. Quoique les résultats soient encore provisoires. —D. S.

Aurel à l'attaque !

suppression du juge d'instruction, 6 mois avec sursis pour les "Conti"



En Sarkozie

Modeste comme Sarkozy

À l'université d'été de l'UMP, c'est par SMS que les jeunes populaires interrogeaient les vedettes venues les rencontrer. Et, avec Frédéric Mitterrand, ils en ont eu pour leur spectacle. Interrogé sur ce qu'il allait « faire contre la vulgarité de la télé-réalité », le ministre a fait cette réplique : « Hier soir, j'étais dans ma chambre d'hôtel et, à la télévision, il y avait « Secret Story » sur TF1 et, sur France 2, ô merveille, il y avait... moi ! Et vous voudriez que j'exerce une censure sur une télévision où on passe à la fois l'horreur de la vulgarité et la quintessence de la culture ? » Un homme qui partage à ce point l'immodestie d'un Sarkozy était tout à fait désigné pour être son ministre.

Potemkine à Faurecia

Après les fausses ménagères faisant leurs courses en même temps que Luc Chatel, voici qu'un reportage de la télé belge dévoile les dessous de la visite de Nicolas Sarkozy à l'usine Faurecia de Caligny (Orne). Sa large diffusion sur Internet a contraint les médias (France Inter, *le Parisien*...) à en parler. Pour ne retenir qu'un détail : la douzaine d'ouvriers postés derrière le Président, lors de son discours, ont été sélectionnés en raison de leur « petite taille ». Le reportage montre pourtant des aspects plus choquants du bidonnage orchestré par le service de communication de l'Élysée : barrages et contrôles routiers destinés à empêcher toute manifestation, ouvriers « volontaires » amenés en car et en tenue d'une autre usine, répétition des figurants... Pour un beau village Potemkine.



ici

Les restaurateurs prennent leur temps



Le patronat de la restauration traditionnelle reste pingre sur ses engagements après le cadeau fiscal de près de 3 milliards d'euros obtenu avec la baisse de la TVA. Les patrons ont proposé en juillet une augmentation dérisoire du salaire minimum d'à peine 6 centimes de plus que le Smic horaire, et rien en matière de création d'emplois. Trois

syndicats (CGT, FO et CFDT) ont jeté un pavé dans la mare en bloquant cet avenant salarial qui devait être appliqué aux salariés des hôtels, cafés et restaurants. Le patronat avait aussi promis au gouvernement de conclure d'ici à la fin de l'année, sans dire qu'il voulait gagner du temps...

La grippe des députés



Fermera, ne fermera pas? Telle est la question que chacun se posait. Le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer (UMP), vient en effet de déclarer que la pandémie envisagée de grippe H1N1 n'impliquerait la suspension des travaux des députés qu'«en cas d'extrême nécessité». Et comme s'il fallait ajouter de la solennité à cette annonce d'une bravoure époustouflante: «Il s'agit d'assurer la continuité démocratique», a-t-il précisé. Le citoyen est rassuré: les représentants

de la Nation sont donc moins contagieux que nos écoliers. Il faudra plus de trois cas de grippe pour que la Chambre reste close.

là-bas

Kouchner, Israël et l'Iran



Bernard Kouchner est en première ligne avec Israël pour convaincre la communauté internationale qu'il faut renforcer les pressions sur l'Iran, voire plus... Le ministre français des Affaires étrangères et Israël accusent notamment le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohamed El Baradei, de dissimuler des documents prouvant la composante militaire du programme nucléaire iranien. Celui-ci s'est déclaré «consterné» par ces accusations.

Le même Mohamed El Baradei avait été accusé par l'administration Bush, en 2003, de dissimuler les preuves de la possession par l'Irak d'armes de destruction massive. La manipulation américaine n'avait été établie... qu'après la guerre.

Inquiétante visite



Encore au chapitre des grandes (et petites) manœuvres d'avant-guerre, les médias israéliens se sont étonnés, mardi, de la visite aussi longue qu'imprévue du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, au quartier général du Mossad, dans la banlieue de Tel-Aviv. Pendant une dizaine d'heures, il s'est entretenu avec les plus hauts responsables des services de renseignement israéliens. Le principal chef du Mossad, le général Meir Dagan, venait tout juste d'affirmer que l'Iran disposerait d'une bombe atomique «prête à servir» en 2014... «si son programme n'était pas entravé».

On reprochait à l'équipe de France de foot de ne pas marquer assez de buts.

Dans le match contre la Roumanie, elle en a enfin mis deux!

VU

Chaud partisan du «rassemblement» du PS, des écologistes et du MoDem, l'eurodéputé Vincent Peillon s'est félicité dimanche, sur Canal+, de «la première victoire cette semaine de ce rassemblement». Celui-ci a, selon lui, «fait voter la taxe Tobin au Parlement européen avec Daniel Cohn-Bendit et Marielle de Sarnez». Avec ces députés européens Verts et MoDem et «des communistes, nous avons voté une taxe Tobin de 100 milliards d'euros», et «cette alliance a permis de battre la droite au Parlement européen jeudi», a-t-il insisté. Incroyable! Renseignement pris, le Parlement européen n'était pas en session ce jour-là – il ne se réunira pas avant le 14 septembre –, et le vote dont se gargarise M. Peillon n'était qu'un vote en commission. Mais tout est bon pour faire croire que «le MoDem est de gauche».

LU

Les ultralibéraux se faisaient plutôt discrets depuis que la crise financière a démolé leurs thèses. Les voilà de retour avec, en tête, Nicolas Baverez, auteur d'une glorieuse chronique dans le Monde Économie (8 septembre). La crise «a changé la donne», s'inquiète l'économiste. «L'intervention massive des pouvoirs publics a donné naissance à un nouveau capitalisme d'État» (horreur!). Et cela «crée de multiples distorsions de concurrence» (vous avez bien lu). Paroles de Baverez, l'État en fait beaucoup trop, et «il est essentiel de rappeler que la concurrence constitue le socle de la régulation du capitalisme», «une condition nécessaire, sinon suffisante, du fonctionnement des marchés»... qui ont eu tort de plonger. Baverez est un incompris.

ENTENDU

José Manuel Barroso, qui était le 4 septembre sur RTL, «n'est pas contre qu'en France ou dans d'autres pays on puisse avoir une fiscalité plus orientée sur le plan environnemental». Merci bien! Mais, a-t-il averti, «il ne faudrait pas qu'à cause des mesures environnementales que nous prenons, il y ait une délocalisation de notre production pour d'autres pays». On aura compris que pour le président de la Commission européenne, dont on saura la semaine prochaine si les eurodéputés reconduisent son mandat, il est urgent de ne rien faire sauf... à dose homéopathique. Quant à une taxe carbone «extérieure», également proposée par la France, il craint qu'elle introduise «des mesures protectionnistes dans le monde». Donc, il y est plutôt opposé. Reconnaissons à M. Barroso le mérite de montrer clairement combien le libéralisme condamne les politiques à l'impuissance.

le chiffre

3 283

C'est le nombre de chômeurs qui ont demandé la prime exceptionnelle de 500 euros, a révélé Pôle emploi. Annoncée par Sarkozy, cette prime devait bénéficier à plus de 200 000 personnes ayant perdu leur emploi entre le 1^{er} avril 2009 et le 31 mars 2010, et ayant travaillé au moins deux mois en deux ans et demi. Cette mesure est un fiasco, tant le manque d'information est patent...

.À quelques mois des élections régionales,
.Si la direction ne donne pas de consignes
.À l'occasion de la

DOSSIER PARTI COMMUNISTE

À LA CROISÉE DES CHEMINS

Parmi les nombreux débats du week-end à la Fête de l'Humanité, il en est un qui a toutes les chances d'animer les discussions. C'est celui qui porte sur l'attitude du parti communiste aux régionales de mars prochain. Un débat stratégique remis sur le métier depuis qu'au dernier congrès les communistes ont décidé d'examiner à chaque élection l'alliance la plus pertinente. En l'occurrence, le choix du parti de Marie-George Buffet, faute de peser d'un poids suffisant pour espérer tirer seul son épingle du jeu dans un scrutin de liste à deux tours, se limite à deux options. Faire alliance avec le PS dès le premier tour, comme en 2004 dans quatorze régions, ou constituer comme aux européennes un front de gauche, élargi au Nouveau Parti anticapitaliste et à d'autres forces, afin de présenter une alternative à gauche. Mais les questions simples ne sont pas nécessairement les plus faciles à résoudre. Et, dans ce cas précis, la direction du PCF tergiverse. Devant le conseil national, le 4 septembre, Pierre Laurent a balayé d'un revers de main la proposition de Jean-Luc Mélenchon d'un front durable des régionales à la présidentielle et aux législatives : « *Ce n'est pas notre conception et nos choix de congrès.* » Le numéro deux du PCF refuse pour l'heure que son parti joue « *les supplétifs* » d'une recomposition PS-MoDem ou soit « *éjecté des majorités régionales* » s'il acceptait l'exigence du NPA de ne pas participer à des exécutifs avec le PS. En attendant de prendre une décision en novembre, la direction du PCF souhaite « *combattre le sentiment d'enlèvement de la gauche face à Sarkozy* », en organisant six « *grands ateliers thématiques nationaux sur le projet, ouverts aux forces du mouvement social, dans lesquels toutes les forces de gauche et les écologistes pourraient se confronter* ». Histoire de gagner du temps. Et de voir aussi ce qui est envisageable avec le PS. Au cours du même conseil national, plusieurs secrétaires fédéraux, souvent conseillers régionaux, sont d'ailleurs montés au créneau pour défendre une alliance avec le PS au premier tour. Avec un argument : cela s'est fait en 2004, le bilan est positif, il faut le reconduire. De leur côté, les défenseurs de l'identité communiste sont embarrassés. Réticents à reconduire un rassemblement de la gauche antilibérale – « *S'il doit y avoir une liste Front de gauche, les communistes ne doivent pas perdre d'élus pour en donner aux autres* », disent-ils –, ils ne peuvent pas plus défendre un

rapprochement avec le PS et sont conscients que le PCF seul n'a pas d'avenir. Ils seraient tentés par des rassemblements au cas par cas. Mais Marie-George Buffet a déclaré, lors d'une conférence de presse en marge du conseil national : « *Il y aura une offre politique nationale.* » Dans ce cas, pourquoi attendre au risque de laisser des responsables et des élus s'engager avec le PS, notamment en Bretagne et en Rhône-Alpes, et d'ouvrir la voie à des alliances à la carte ?, interrogent les Communistes unitaires. Pour eux, après la campagne réussie du Front de gauche aux européennes et le bon résultat des listes présentées sous cette bannière par le PCF, le Parti de gauche, la Gauche unitaire et quelques autres, la logique voudrait que le PCF poursuive et élargisse le Front de gauche. « *Est-il plus ambitieux de chercher à confirmer les majorités sortantes, sur la base de bilans positifs mais insuffisants, ou de chercher à ce que des dynamiques de premier tour sur des contenus de rupture nourrissent une majorité de toute la gauche au second ?* », interroge Gilles Alfonsi, l'un de leur chef de file.

Le choix qui sera fait aux élections régionales déterminera ce que deviendra le PCF dans les années à venir.

Craignant que le désir de garder des positions de pouvoir, y compris pour des raisons économiques – le PCF a 185 conseillers régionaux sortants –, l'emporte ici ou là sur toute autre considération, il met en garde contre la « *démobilisation* » qu'entraînerait un tête-à-tête avec le PS.

Une position assez partagée par les tenants d'une « *métamorphose* » du parti, regroupés autour de Marie-Pierre Vieu. « *Les communistes qui se sont engagés dans le Front de gauche ont fait une expérience positive de rassemblement, ils ont retrouvé le goût d'aller au carton, on ne peut pas leur dire maintenant : c'est fini* », estime cette dernière.

Le choix qui sera fait aux élections régionales déterminera ce que deviendra le PCF dans les années qui viennent. Un changement d'alliance brutal qui le ramènerait dans le giron du PS affecterait la sincérité de sa démarche en faveur de l'émergence d'une gauche de transformation sociale, anticapitaliste. Une absence de position nationale ruinerait la crédibilité qui lui reste en asseyant pour longtemps l'image d'un parti éclaté, ballotté au gré des intérêts contradictoires de ses élus locaux.

—Michel Soudais

Le PCF est face à un choix : se rapprocher du PS ou du Front de gauche ? claires, les « barons » en feront chacun à leur tête.

Fête de l'Humanité, portrait de famille d'un parti tiré à hue et à dia.



La bande à Marie-George

C'est avec une direction resserrée, et une légitimité amoindrie, que la secrétaire nationale continue de gouverner le PCF. Mais pour une durée limitée.

Marie-George Buffet est désormais en sursis. Moins en raison de son score calamiteux à l'élection présidentielle (1,93 %) que du CDD qu'elle s'est donné lors du 34^e congrès de son parti, en décembre 2008. Alors qu'elle annonçait depuis un an son intention de quitter la direction, la députée du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) s'était ravisée *in extremis*, faute d'être parvenue à faire émerger une relève incontestée. Elle avait alors annoncé vouloir travailler, au sein d'une direction collégiale, à une transition en douceur et indiqué qu'elle passerait la main lors d'une assemblée

générale qui devrait se tenir en juin 2010, au lendemain des régionales. Échéance confirmée lors d'un point de presse, le 4 septembre. **À neuf mois de l'échéance**, le bilan de cette transition est pour le moins mitigé. Et le fonctionnement de l'équipe de direction reste une énigme. Devant le premier conseil national post-congrès, Marie-George Buffet a présenté un comité exécutif national « resserré » de trente-deux membres, constitué à parité de genre. Et qui comprend, pour « faciliter les échanges », des « responsables » des sensibilités unitaires, nostalgiques, transformatrices et « huistes » : Bernard Calabuig,

Yves Dimicoli, Marie-Pierre Vieu, Isabelle Lorand, Fabienne Pourre. Mais ce comité, fort peu exécutif, ne se réunit plus que toutes les deux semaines.

En revanche, en son sein, c'est une innovation, une coordination de neuf membres animée par Pierre Laurent est chargée de l'activité quotidienne de la direction du Parti. Elle est composée de Jacques Chabalier (vie du Parti), Éric Corbeaux (emploi et lieux de travail), Olivier Dartigolles (communication et direction du bureau de presse), Patrice Bessac (expérimentations et transformation du PCF), Bob Injey (projet communiste), Lydie Benoît (élections), Jean-Marc Coppola (Europe) et Jean-Charles Nègre (moyens, finances). Une équipe plutôt inexpérimentée qui se rôde à l'exercice des responsabilités nationales sous la houlette de Marie-George Buffet. Une petite troupe d'hommes d'appareil (secrétaires fédéraux,

Marie-George Buffet entourée de son équipe rapprochée à la Fête de l'Humanité, en 2008.

M. SOUDAIS

conseillers régionaux...) qui ne compte qu'une seule femme. « Elle a lâché la parité comme elle a lâché plein de choses », grince un ancien cadre national.

Ceux qui, après la défaite de 2007, ont en effet penché pour des évolutions « ont dû faire amende honorable ou ont été mis à l'écart », observe Gilles Alfonsi. Au lendemain de l'hécatombe présidentielle, Olivier Dartigolles ne voulait plus « se la raconter ». « Si on fait comme avant, on meurt », expliquait sans langue de bois, dans *le Monde*, ce jeune porte-parole. Convaincu alors de la nécessité d'« une nouvelle organisation politique » dans laquelle existerait « une sensibilité communiste organisée » aux côtés d'autres sensibilités, antilibérales, socialistes de gauche, syndicalistes, altermondialistes, il a conservé son poste mais pas ses audaces. Très proche de la secrétaire nationale jusqu'en 2007, Patrice Cohen-Séat a lui aussi été saisi par le doute après la présidentielle. Dans un livre personnel, *Communisme, l'avenir d'une espérance* (Calmann-Lévy), il s'est mis à prôner un « tournant radical » : la création d'une nouvelle « force politique », ouverte à « toutes les forces de gauche disponibles », dont l'objectif demeure « une véritable rupture avec les actuelles logiques libérales ». Mal lui en a pris. Tombé en disgrâce, il a découvert un beau matin, après le 34^e congrès, qu'il n'avait plus de bureau.

La « ligne Buffet » n'est pas une orientation rectiligne. Avocate inlassable d'un rassemblement antilibéral après le référendum européen de 2005, la numéro un s'appuie alors sur les « refondateurs » contre les fondamentalistes et autres nostalgiques qui, soucieux d'affirmer l'identité du PCF, refusaient de voir leur parti se diluer. Après l'échec des candidatures unitaires, c'est sur les craintes de ces derniers qu'elle s'est appuyée pour rejeter toute « métamorphose » du PCF en direction d'une force politique nouvelle, revenir sur le pluralisme de la direction communiste, en minorant la représentation de ceux qui défendent une autre orientation, et imposer le retour à un certain centralisme. « L'exécutif n'a plus un rôle de direction, déplore un de ses membres, la coordination se comporte comme un secrétariat politique. On est dans le retour à une organisation très pyramidale. » Avec cette particularité que personne ne sait plus très bien où se prennent les décisions. Derrière le rideau d'une direction officielle, Michel Laurent, ancien responsable des fédérations et de la vie du Parti, dont le frère cadet, Pierre, est pressenti pour succéder à Mme Buffet, joue un rôle central, assurent tous les connaisseurs de la maison communiste.

Or les deux frères sont, selon eux, avant tout attachés à la préservation de l'appareil dans lequel ils ont grandi en marchant sur les traces de leur père, Paul Laurent, secrétaire à l'organisation sous Georges Marchais.

—M. S.

Le « pôle de radicalité »

Les Communistes unitaires plaident dans et hors du parti pour le regroupement d'une gauche antilibérale.

Ils ont déjà une longue histoire. Héritiers lointains des Refondateurs (1) de 1989 — dont les chefs de file étaient Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Guy Hermier —, les Communistes unitaires ont connu plusieurs métamorphoses depuis le début de la décennie 2000. Les Refondateurs de l'époque ont peu à peu reçu le renfort de la plupart des courants critiques du PC, dont des personnalités comme Pierre Zarka, ancien directeur de *l'Humanité* et transfuge de l'orthodoxie. Autour de l'historien Roger Martelli, à l'époque directeur de la revue *Futurs*, de députés comme Patrick Braouezec et François Asensi, des personnalités comme Catherine Tricot et Gilles Alfonsi, un « pôle de radicalité » s'est peu à peu constitué pour plaider en faveur d'États généraux du communisme. Partisans d'une remise à plat de tous les « fondamentaux » du parti communiste, y compris de la forme parti, ils ont rapidement fait le choix de privilégier des alliances avec la gauche de la gauche. Leur stratégie est articulée à la fois à l'intérieur du PC (le « pôle de radicalité »), et à l'extérieur avec la gauche antilibérale. Cette double stratégie (leurs détracteurs parlent de « double jeu ») ne manque pas, évidemment, d'irriter la direction. Ils ont été notamment à l'initiative de l'appel Ramulaud, en 2003, œuvrant pour un regroupement des forces situées à la gauche du PS. Gauche socialiste de Jean-Luc Mélenchon comprise. Tout naturellement, ces « unitaires » se sont retrouvés en pointe dans la campagne pour le « non » au traité européen, en 2005, puis dans la bataille pour une candidature unique de la gauche antilibérale, en 2007.

C'est à cette occasion qu'ils ont formalisé leur association. Aujourd'hui, l'Association des communistes unitaires (ACU)

compte plusieurs centaines d'adhérents, pour la plupart toujours membres du Parti et revendiquant une double appartenance. Une conception plutôt « révolutionnaire » dans la tradition communiste. Elle édite un hebdomadaire électronique, *Cerises*. L'ACU a milité très activement en faveur de la création d'une Fédération pour une alternative sociale et écologiste, où ses membres cohabitent avec les Alternatifs (eux-mêmes héritiers du PSU) et les Collectifs unitaires antilibéraux (Cual) issus de la campagne pour la candidature Bové à la présidentielle de 2007. La principale caractéristique de cette fédération est d'avoir vocation à se dépasser, et même, à terme, à s'autodétruire. Un moyen plus qu'une fin en quelque sorte.

Les communistes unitaires redoutent la fossilisation des vieilles formes d'organisation par une structuration prématurée de pôles séparés de la gauche. Chacun avec sa culture et sa conception de l'organisation. À l'inverse, ils plaident pour des formes souples capables d'accueillir des cultures politiques différentes. La question

de la convergence entre le social et l'écologie est pour eux une priorité. Aujourd'hui, eux aussi se trouvent à la croisée des chemins, quoique face à une problématique différente de celle de la direction du parti : faut-il ou non investir le Front de gauche créé par Jean-Luc Mélenchon et le PCF, et re-

joint par la Gauche unitaire de Christian Piquet, transfuge de la LCR ? Une question à double sens. Car



Les communistes vus par Roger Martelli

Il sait de quoi il parle, Roger Martelli. Historien reconnu et incontesté du mouvement communiste, il est membre du parti depuis 1982. Il est aussi codirecteur du mensuel *Regards*. La brève histoire du communisme qu'il publie ces jours-ci dans une toute jeune maison d'édition est une synthèse qui retrace les différentes acceptions du mot apparu pour la première fois en France, en 1797, sous la plume de Restif de la Bretonne. C'est aussi un retour sur tous « les » communistes depuis les phalanstères du XIX^e siècle jusqu'à un communisme directement politique et tourné vers la question du pouvoir. Mais, si Martelli nous permet de revisiter ainsi d'utiles connaissances, c'est la partie directement consacrée au PCF qui est la plus passionnante. Il redéploie l'histoire d'une culture ouvrière vivante, au travers de ses réseaux associatifs et de ses implantations municipales. Il suit à la trace les méandres de la politique du Parti au gré des nombreux tournants imposés par Moscou. Enfin, il revient aussi sur la déstalinisation, plus difficile en France que chez beaucoup de nos voisins. En guise de conclusion, Martelli tente de nous faire partager ses espérances : si le temps du parti, sous sa forme actuelle, est sans aucun doute révolu, l'idée communiste, elle, n'est pas morte.

—D. S.

Communistes, Roger Martelli, éditions La ville brûle, 142p., 13 euros.

l'entrée de la Fédération au sein du Front de gauche crée aussi des obligations du côté du PG et du PCF. Celle d'une légitimation de la Fédération, c'est-à-dire notamment de la reconnaissance par la direction du Parti de ces « trublions » de Communistes unitaires, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Interrogé par *Politis* en novembre 2008 (voir n° 1028), l'un des principaux animateurs des Communistes unitaires, Gilles Alfonsi, répondait : « Pour nous, cette fédération peut être une première étape, un regroupement partiel. » Mais il ajoutait : « Si dans les prochains mois se profilait un cadre plus large pour faire force politique ensemble, nous en serions partie prenante. » Et il concluait : « Enfin, nous pensons que l'existence d'une sensibilité communiste dans cet espace peut être utile au mouvement tout entier. »

Avec le Front de gauche, dont le score aux élections européennes a été plus qu'honorable, le cas de figure envisagé par Gilles Alfonsi est à peu près réalisé. Le cadre « plus large, pour faire politique ensemble » existe peut-être. Mais est-il vraiment « plus large » ? Est-il prêt, ce Front de gauche, à accueillir des cultures politiques très différentes de ses fondateurs ? De la réponse à cette question, dépend une partie de l'avenir de la gauche antilibérale.

—Denis Sieffert

(1) « Refondateurs » qu'il ne faut pas confondre avec les « Rénovateurs », proches de Pierre Juquin, en 1988, et les « Reconstructeurs » de Claude Popperen, Félix Damette et Marcel Rigout.

Quatre tendances qui ne disent pas leur nom

Les fondamentalistes

Plusieurs groupes, rassemblés sur le texte alternatif « Faire vivre et renforcer le PCF », approuvé par 24 % des communistes lors de la préparation du 34^e congrès l'an dernier, contribuent à maintenir au sein des communistes un authentique courant fondamentaliste. On y trouve aussi bien la Gauche communiste de Jean-Jacques Karman (photo), conseiller général d'Aubervilliers, qui, sous l'influence de Rosa Luxemburg, prône une sorte de retour à un bolchevisme pur d'avant 1921 où les fractions seraient autorisées, que des responsables engagés dans les Rouges vifs ou au sein du Pôle de renaissance communiste en France, comme Emmanuel Dang Tran, secrétaire de la section parisienne du XV^e arrondissement, ou encore André Gérin (voir p. 20).



M. SOUDAIS

le programme commun et l'union de la gauche. Structuré en un réseau « Action novation révolution », il comprend deux branches fondatrices : une partie de l'appareil « marchaisien », dont Nicolas Marchand est issu, tout comme Richard Sanchez, secrétaire fédéral des Pyrénées-Orientales ; et ce qu'il reste de la section économique du parti, avec Paul Boccara ou Yves Dimicoli. Convaincus que le PCF est la seule offre valable sur le marché politique, ils tiennent toutes les autres alternatives pour insuffisamment critiques (mouvements sociaux, Attac) ou sectaires (NPA). Et refusent de privilégier la gauche de la gauche plutôt que le PS, ce qui les conduit parfois, comme en ce moment, à faire preuve d'une curieuse bienveillance à l'égard de ce dernier.

Les transformateurs

Ils ont pour la plupart accédé aux responsabilités à la faveur de « la mutation » initiée par Robert Hue, et continuent d'y croire. Ce qui les a conduits à plaider pour une « métamorphose » du PCF, lors du 34^e congrès. Une transformation plus profonde que celle, très vague, prônée par la direction, puisque ces



M. SOUDAIS

« transformateurs » authentiques, dont les figures de proue sont Marie-Pierre Vieu (photo), responsable fédérale des Hautes-Pyrénées, Daniel Brunel, vice-président de la région Île-de-France, Pierre Mansat, adjoint à Paris, Gérald Briant ou Dominique Grador, ex-présidente du conseil national, ne sont pas hostiles à ce que celle-ci aboutisse à un dépassement du PCF. Plutôt sous la forme d'une refondation pour les uns, d'un nouveau parti de gauche façon Die Linke pour les autres. Ces options et leurs variantes coexistent en bons termes dans un réseau qui refuse de se scléroser et fait assez naturellement front commun avec les unitaires sur les questions de démocratie et sur la nature du rassemblement à opérer à gauche.

Les orphelins

Les « huistes » sont en voie de disparition des instances nationales. Orphelins d'un leader depuis que l'ancien secrétaire national a fondé



ALPHINAW/AFIP

son association, le Nouvel Espace progressiste (NEP), fort de la conviction que le PCF n'était « plus réformable », ils ne comptent plus qu'une représentante au comité exécutif national, Fabienne Pourre. Inspirés par Pierre Blotin (ex-numéro deux, en retraite) et Daniel Cirera, membre du CN, ils continuent de s'inscrire dans une union de la gauche classique et ne se reconnaissent pas dans l'engagement de leur ancien patron en faveur d'un « compromis historique » avec le MoDem. Néanmoins, comme leurs élus régionaux, ils minimisent l'évolution du PS. Leur ultime protection.

—M. S.



M. SOUDAIS

Ce dernier est parvenu à fédérer ces courants épars et assez marginaux autour de trois ciments essentiels : le refus de toute refondation et de toute nouvelle alliance structurelle à la gauche du PS, celles-ci ne pouvant aboutir qu'à une dissolution du PCF ; une commune détestation de la direction du Parti, stigmatisée comme un ventre mou ; et la croyance en la supériorité intrinsèque du PCF. Ce réseau s'est réuni fin août à Saint-Chinian pour une université d'été concurrente de celle du PCF.

Les nostalgiques

Plus homogène, ce groupe dont le chef de file est Nicolas Marchand (photo), cadre de la fédération du Val-de-Marne, cultive la nostalgie de la fin des *seventies*, époque où Georges Marchais avait rompu avec

Chronologie du PCF

- 1920** Création de la Section française de l'Internationale communiste lors du congrès de Tours.
- 1920-1994** Le journal *l'Humanité* constitue l'organe central du PCF.
- 1930** Première édition de la Fête de l'Humanité.
- 1934** Maurice Thorez prend la direction du Parti avec la collaboration de Jacques Duclos et de Benoît Frachon.
- 1936** Le Front populaire (SFIO, PC, radicaux et divers de gauche) remporte les élections nationales. Le PC conquiert 72 sièges à la Chambre des députés.
- 1944-1947** Des ministres PCF participent aux différents gouvernements. Aux législatives, il obtient 26,2% des suffrages, réalisant ainsi son meilleur résultat.
- 1956** Rapport Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline. L'insurrection de Budapest est réprimée par les chars russes.
- 1964** Décès de Maurice Thorez. Il est remplacé par Waldeck Rochet.
- 1968** Émeutes de Mai 68. Répression du Printemps de Prague.
- 1972** Programme commun rassemblant les partis de gauche (PS, PCF, MRG). Georges Marchais devient secrétaire général du PCF.
- 1973** Abandon de la référence à la doctrine «de la dictature du prolétariat» lors du XXII^e congrès du Parti.
- 1977** Rupture de l'union de la gauche.
- 1981** Lors du scrutin présidentiel, Georges Marchais est largement devancé au premier tour par François Mitterrand. Il obtient 16% des suffrages.
- 1981-1984** Quatre membres du PCF participent au gouvernement Mauroy.
- 1989** Chute du mur de Berlin.
- 1991** Chute de Gorbatchev. Dissolution de l'URSS. Effondrement du régime communiste.
- 2001** Marie-George Buffet remplace Robert Hue à la tête du Parti. Plusieurs communes de la «banlieue rouge» basculent à droite.
- 2005** Campagne pour le «non» au référendum établissant une Constitution pour l'Europe.
- 2007** Marie-George Buffet n'obtient que 2% des suffrages à la présidentielle.
- 2009** Le PCF s'associe à Jean-Luc Mélenchon pour créer le Front de gauche. Aux européennes, le parti réalise 7% des suffrages, l'hémorragie électorale est stoppée.

Les barons locaux

Portrait de quatre piliers communistes en région. Qui sont-ils, d'où viennent-ils, quelles sont leurs influences ? Et surtout, où se situent-ils aujourd'hui ?



DE SAKUTIN/AFP

Patrick Braouezec

Déjà cité parmi les membres influents de l'association des Communistes unitaires, Patrick Braouezec est aussi, à sa manière, un « baron » du Parti, ne serait-ce que par le statut que lui confèrent ses élections et réélections dans son département de la banlieue nord de Paris. Maire de Saint-Denis de 1991 à 2004, député de Seine-Saint-Denis depuis 1993 et actuel président de la communauté d'agglomération Plaine Commune, il est une figure à part de la gauche du Parti. Patrick Braouezec ne craint pas de faire acte d'indiscipline. À la veille de la présidentielle de 2007, il avait décidé de soutenir la candidature de José Bové, allant ainsi au bout de la logique de son engagement au sein des Collectifs unitaires antilibéraux. Certains, au PC, murmurent qu'il pourrait faire une excellente tête de liste du Front de gauche aux régionales.

Naissance: 1950

Instituteur.

1991-2004. Maire de Saint-Denis (93).

1993. Député de Seine-Saint-Denis.

2004. Président de la communauté d'agglomération Plaine Commune.

2007. Porte-parole de José Bové.



M. SOUDAIS

Alain Bocquet

Le « Baron rouge de Saint-Amand-les-Eaux » se présente volontiers comme « le dernier président d'un groupe communiste à l'Assemblée nationale ». Une dédicace symptomatique de la volonté de cet élu, député depuis 1978, maire et président d'une communauté d'agglomération de 38 communes, d'incarner le refus du mouvement. Très marqué par la culture du parti du Nord et attaché à son identité, il avait défendu avec succès l'autonomie du PCF au premier tour des régionales en 2004, contre les tenants d'une alliance avec le PS et ceux qui voulaient s'ouvrir à des mouvements citoyens et à la gauche du PS. Capable de tenir un discours d'une extrême rigueur bolchevique dans les instances du parti, il est volontiers pragmatique sur ses terres et n'hésite pas, pour défendre les intérêts de « sa » région, à emprunter des voies très éloignées de la ligne du parti. Allié objectif de Jean-Louis Borloo dans le valenciennois, il n'a cure d'offusquer les siens en fréquentant sans complexe les patrons.

Naissance: 1946

Éducateur spécialisé.

1977-1983. Adjoint au maire de Lille (59)

1978. Député du Nord.

1995. Maire de Saint-Amand-les-Eaux (59).



M. SOUDAIS

André Gérin

Le député de Vénissieux, ville qu'il a administrée vingt-trois ans avant de passer la main, se présente volontiers comme le porte-parole de la résistance aux évolutions du PCF et à sa direction, qu'il défie désormais à chaque congrès avec l'appui de tous les fondamentalistes encore encartés.

Ébranlé par les revers électoraux des années 1980, il s'est enfermé dans son opposition totale à Charles Fiterman (alors dans le Rhône) au moment où ce dernier a lancé « les Refondateurs », et s'est structuré dans ce refus, raconte Roger Martelli.

Bosseur et chaleureux, André Gérin est persuadé que le PCF a perdu son ancrage ouvrier en étant incapable de faire écho aux préoccupations des couches populaires, et n'a de cesse de vouloir les reconquérir par tous les moyens. D'où un discours républicain d'un autre âge, marqué par des prises de position sécuritaires, souverainistes et parfois teintées d'islamophobie. Son dernier fait d'armes : la demande de création d'une commission d'enquête parlementaire sur le port de la burqa, demande satisfaite sans délai par Nicolas Sarkozy. Quels que soient les excès, bien réels, de son discours, même ses adversaires dans le parti s'accordent à penser que cet écorché vif en mal de reconnaissance n'a jamais mordu le trait dans la pratique.

Naissance: 1946

Ouvrier spécialisé puis dessinateur industriel. 1985-2008. Maire de Vénissieux (69). 1985-1993. Conseiller général du Rhône. 1993. Député du Rhône.



M. SOUDAIS

André Chassaigne

Provincial, lié à aucune des coteries qui s'affrontent régulièrement place du Colonel-Fabien, le président de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR) est parvenu, à partir de sa mairie de Saint-Amant-Roche-Savine (500 habitants), à se tisser un réseau d'influence et de relation remarquable, dans un département qui constitue une exception absolue dans l'histoire électorale du PCF. Le Puy-de-Dôme est le seul département où, sur les trente dernières années, les communistes ont renforcé leur ancrage municipal. Aux législatives de 2002, André Chassaigne est d'ailleurs l'unique communiste à gagner une circonscription. Dans la tradition des grands notables, il fait preuve d'un suivisme bonhomme dans les instances du parti, mais manifeste dans son domaine une capacité d'ouverture réelle. Intuitif, il est l'auteur d'un amendement anti-OGM qui lui vaut une notoriété nationale. Résolu à « faire évoluer » les liens du PCF et de l'ANECR, il en modifie les statuts au congrès de Montpellier l'an dernier, ouvrant les portes à tous les élus progressistes qui partagent les valeurs de l'association, et suscite la méfiance de Mme Buffet, qui n'apprécie guère, au 34^e congrès du PCF, de l'entendre protester en séance plénière contre l'éviction du conseil national des unitaires et des transformateurs. Ce qui fait dire à un ancien dirigeant du parti : « *Il résume assez bien le déchirement des communistes entre ce qu'ils sentent intuitivement qu'il faudrait faire et leur fidélité à l'église.* »

Naissance: 1950

Professeur de lettres et d'histoire-géo, puis principal de collège (jusqu'en 2002). 1979-2004. Conseiller général du Puy-de-Dôme. 1983. Maire de Saint-Amant-Roche-Savine (63). 1998-2000. Conseiller régional. 2002. Député du Puy-de-Dôme. 2006. Président de l'ANECR.



Politis à la Fête de l'Humanité

STAND au Village du livre
av. Louise-Michel

APÉRITIF samedi midi
avec l'équipe du journal

LES DÉBATS

« La centralité du conflit
israélo-palestinien »

avec Denis Sieffert, directeur de Politis,
Pascal Boniface, directeur de l'Iris,
et Bernard Ravenel, président d'honneur
de l'AFPS.

Samedi 12 septembre, 17 h
stand de l'Association France-Palestine
Solidarité, av. Che Guevara

« Politique internationale :
le tournant Obama »

avec Denis Sieffert et Jean-Paul Hébert,
directeur de recherche à l'École
des hautes études en sciences sociales.

Dimanche 13 septembre, 11 h
stand Fédération-Communistes unitaires,
av. Louise-Michel.

Politis
L'hebdo indépendant
et engagé

Un homme face au fracas

Combien de délations sous le régime de Vichy et dans la France de 2008 l'État et sa police entreprennent de peaufiner des techniques permettant la délation sans risque. »

Cette réflexion, Jacques-Henri Michot l'a écrite sous la date du 20 juillet, dans le journal, ou la « chronique », qu'il a tenu du 29 avril au 28 octobre 2008, puis, plus irrégulièrement, jusqu'au printemps 2009, publié aujourd'hui sous le beau titre *Comme un fracas*. Comparaison, est-ce raison ? Un an plus tard, on constate que la dénonciation de personnes sans papiers a fâcheusement tendance à se généraliser (voir dans ce numéro p. 30). Jacques-Henri Michot a beau être un homme en colère (une colère plus rentrée qu'explosive, d'ailleurs, bien qu'il lui arrive d'avouer écrire « la rage au cœur »), il ne cultive pas forcément l'exagération. Il insiste au contraire sur son goût prononcé pour la précision, et son livre n'a ni le ton ni la forme du pamphlet. Mais Jacques-Henri Michot est attentif aux actes de violence physique et symbolique, aux brutalités de tous ordres et de tout temps, au « fracas » du monde, qu'il enregistre tel un sismographe doué de mémoire.

Le premier livre que Jacques-Henri Michot a publié, et dont *Comme un fracas* pourrait être le prolongement, s'appelait *Un ABC de la barbarie* (1). C'était en 1998. C'est dire si l'auteur n'a pas attendu l'arrivée au pouvoir de la vulgarité sarkozyenne pour pointer les « abjections » de notre époque (de toute façon, il ne se borne pas à ce qui se passe à l'intérieur de nos frontières) et pour s'y opposer à sa manière. Sa manière, c'est un texte, qui nous parvient en plein barnum de la « rentrée littéraire ». Quel est le rapport ? Il fallait peut-être qu'en toute cohérence ce livre sorte dans le « fracas » éditorial de l'automne. Ou bien – on dit ça, mais on n'en est hélas pas certain – parce qu'il avait toutes les chances de s'y faire remarquer : par sa singularité, et par ce qu'on y ressent de foi désespérée dans la langue.

Mais reprenons. Qui est Jacques-Henri Michot ? Sa notice biographique dit qu'il est né en 1935 et qu'il a été professeur de littérature comparée,



ABDEL BLACKBUSH

Dans un journal qu'il a tenu durant un an, Jacques-Henri Michot pointe les actes de violence, physique et symbolique, de notre époque.

d'histoire du jazz et de théâtre brechtien. Il est avant tout un lecteur, un grand lecteur (ce que sont tous les écrivains). C'est dans la bibliothèque qu'il fourbit sa machine de guerre contre les agressions cyniques, et c'est à coup de citations que sa pensée carbure. Michot aurait-il trouvé dans Brecht l'économie de son livre (qui était aussi celle d'*Un ABC de la barbarie*) ? Probable : « Brecht

encourageait à ce qu'il nommait la mobilisation des citations par quoi il convient d'entendre la mise en mouvement la mise en circulation des citations et il importait à ses yeux qu'elles soient eingreifend terme que l'on traduit d'ordinaire par intervenantes mais eingreifend est plus violent indique comme une attaque un accroc une morsure dans la réalité. »

On aura donc compris que les multiples citations qui émaillent *Comme un fracas* ne relèvent pas du catalogue érudit et distingué, mais sont effectivement le fruit d'une « mobilisation » contre l'intolérable. Leurs auteurs, ainsi réunis, forment comme une brigade internationale poétique. Beckett, Hugo, Kafka, Chamfort, Marx, Joubert, Thomas Bernhard, Walter Benjamin, et Brecht, bien sûr, sont parmi les plus sollicités et les plus commentés, mais aussi Prosper-Olivier Lissagaray, parce qu'il est l'auteur d'un des livres de chevet de Jacques-Henri Michot, *Histoire de la Commune de 1871*, ou encore le trop méconnu Daniel Oster, dont *Rangements* constitue un antidote contre toute forme d'illusion. Des uns et des autres, ainsi que de certaines scènes de films, de Godard ou

de Chaplin, par exemple, Michot extrait des mots et des images « en rupture », qui s'opposent aux idées perpétuant l'injustice et l'oppression sous l'apparence de la civilisation et des « bonnes manières ». Ainsi, cette maxime de Chamfort sur la Révolution, aux résonances contemporaines : « Les courtisans et ceux qui vivaient des abus monstrueux qui écrasaient la France sont sans cesse à dire qu'on pouvait réformer les abus sans détruire comme on a détruit. Ils auraient bien voulu qu'on nettoiyât l'étable d'Augias avec un plumeau. »

On pense parfois, en lisant Michot, aux livres d'Éric Hazan (qu'il cite aussi), en particulier à sa *Chronique de la guerre civile*. Les deux auteurs partagent la conviction qu'une guerre est menée contre les pauvres et les indésirables, ce qui rend l'insurrection nécessaire et légitime. Jusque dans l'écriture même (d'où une inclination pour Beckett). Mais Jacques-Henri Michot ne cache pas les doutes qui l'étreignent à relever jour après jour les barbaries de notre temps, à les mettre en perspective avec celles d'hier, à traquer la veulerie et le mensonge de la propagande ordinaire et des

« vérités » officielles, dont les médias se font trop souvent le relais. Quel effet sur son lecteur ? « *Sentiment de révolte* » ou « *accablement néfaste* » ? Pour éviter trop de noirceur, il s'était promis de « *partir à la recherche des points de résistance et de leur accorder une place dans cette chronique* ». Mais la récolte n'est guère probante.

C'est qu'il ne faut pas perdre de vue que *Comme un fracas* est un journal ; et si l'auteur le souhaitait plus « *extime* » qu'intime, son humeur y transparait, quoi qu'il en veuille. Celle-ci est nettement à la mélancolie. Même si une femme aimée traverse ces pages, on la sent assez lointaine, presque fantasmagorique. Jacques-Henri Michot est plus souvent entouré de ses cigarillos et de son verre de whisky. Mais plus encore que la solitude, qui, bien vécue, pourrait constituer une forme de liberté, la vieillesse le hante. Nom-

Les citations qui émaillent le livre ne relèvent pas du catalogue érudit, mais sont le fruit d'une « mobilisation » contre l'intolérable.

breux sont en effet les passages où l'auteur s'interroge sur les effets de l'âge, sur la manière dont elle a été vécue par ses augustes prédécesseurs, écrivains, artistes, intellectuels, avec lesquels il se sent en fraternité. Cette phrase

de Trotsky extraite de son *Journal d'exil* pourrait résumer ce qu'il ressent : « *La vieillesse est la chose la plus inattendue de toutes celles qui arrivent à l'homme.* »

Reste ce qui, toujours, peuple son silence intérieur, l'accompagne jusque dans ses moments de plus grande faiblesse : la musique. Elle est omniprésente, à travers Haydn, Mozart, Beethoven, Schönberg, ainsi que Sonny Rollins, Max Roach et bien d'autres. Jacques-Henri Michot raconte en particulier quelques épisodes biographiques de ces musiciens, dont le génie s'est exprimé à contre-courant, voire de façon « héroïque », comme Mozart écrivant ses derniers quatuors dans le plus grand dénuement, ou l'ultime concert donné par le pianiste Dinu Lipatti, peu de temps avant sa mort, à 33 ans, où il alla jusqu'au bout de ses dernières forces. La musique, comme résistance à la tyrannie du « *fracas* ».

—Christophe Kantcheff

(1) Aux éditions Al Dante.

Comme un fracas, Jacques-Henri Michot, Al Dante, 391 p., 20 euros.

Minijupe et sauce légère

Des hommes de leur temps. C'est un peu ça, les représentants de la Nouvelle Cuisine. Les années 1960 sont celles de l'ébullition. Le Nouveau Roman et la Nouvelle Vague, depuis quelque temps, ont déjà imposé leur révolution. Leur style. L'électroménager prend le pas sur la mécanique. Bientôt, on ne gagne plus sa croûte, mais son bifteck, et Mai 68 cherche la plage sous les pavés. Les valeurs de la légèreté s'imposent, façon tergal et minijupe.

Ces mutations ont leur influence sur les habitudes alimentaires. Une poignée d'iconoclastes va débarrasser la cuisine de ses lourds falbalas ancrés depuis l'entre-deux-guerres. Tandis que les frères Troisgros, à Roanne, et Chapel, à Mionnay, s'agitent en auberge familiale, Michel Guérard ouvre son laboratoire intime à Asnières, derrière un périphérique enveloppant Paris comme une raviole. S'il est le premier à sonner la querelle des modernes contre les anciens, ils entament ensemble leur entreprise de dépouillement de l'assiette (et de démolition du pouvoir en place). Ils prônent une cuisine qui réduit les temps de cuisson, ravigote le marché, abandonne les marinades, refuse les sauces riches, juxtapose les saveurs. Les trucages disparaissent, les présentations se simplifient. Dans cet esprit, les nouveaux matériels ont leur part de gâteau : poêle anti-adhésive, mixer, blender...

Les médias ont largement participé à la notoriété de cette Nouvelle Cuisine. Restait à diffuser les idées. En 1976, Claude Lebey entreprend ce travail pédagogique avec « les Recettes originales de... », une collection inau-

Les éditions Laffont exhument une collection de livres de cuisine longtemps épuisée. Qui témoigne d'une époque, les années 1960-1970, et reste d'actualité.

gurée par la *Grande cuisine minceur* de Michel Guérard (à tout seigneur, tout honneur). La période n'est pas encore à la dictature des directeurs artistiques, ni à la ribambelle de photos. Son livre présente ainsi une couverture cartonnée, avec la trogne du chef en médaillon. Du texte. Un glossaire. Techniques, astuces et tours de main. Et 150 recettes environ. Guérard y décline son répertoire culinaire et diététique imaginé à Asnières, plus tard mis en place à Eugénie-les-Bains. De quoi déculpabiliser le gourmand, collaborer à une œuvre de santé publique. Succès garanti à la clé. Comme les ouvrages qui ont suivi, des frères Troisgros à Alain Chapel, tous épuisés depuis un quart de siècle. Les éditions Laffont rééditent aujourd'hui cette aventure éditoriale remarquable. Avec l'occasion d'observer la modernité de ces cadors du fourneau.

—Jean-Claude Renard

La Grande cuisine minceur, Michel Guérard, éd. Robert Laffont, 404 p., 15 euros ; *Cuisiniers à Roanne*, Jean et Pierre Troisgros, 342 p., 15 euros. À paraître en octobre : *La cuisine, c'est beaucoup plus que des recettes*, Alain Chapel ; *la Cuisine gourmande*, Michel Guérard.

Foin des falbalas, apparaît une cuisine de marché simple et fraîche. LUDOVIC LACROZE



MOUNE JAMET

36 Vues du pic St-Loup

Après une très longue absence, Kate (Jane Birkin) est revenue s'agréger à la petite troupe de cirque que son père, décédé, dirigeait. Le cirque effectue une tournée dans les Cévennes, attirant un public très clairsemé. Un Italien de passage, Vittorio (Sergio Castellitto), intrigué par la personnalité de Kate, qu'il rencontre sur la route, va s'arrêter pour tenter de comprendre le mystère de cette femme. Pour le spectateur du nouveau film de Jacques Rivette, *36 Vues du pic St-Loup*, ce n'est pas à proprement parler la révélation ou non du drame caché de Kate qui en constitue le suspense. Aussi relâché que le précédent, *Ne touchez pas la hache*, était concentré, alternant les numéros de cirque et les discussions hors spectacle dépressives – André Marcon et Jacques Bonnaffé interprètent à merveille deux clowns peu doués pour le comique, qu'ils soient sur la piste ou non –, le film, pourtant, suscite l'intérêt de bout en bout. Sans doute parce que *36 Vues du pic St-Loup* réussit son exercice d'équilibre, à l'image d'une Jane Birkin filmée marchant sur un fil, entre la fantaisie stylisée des relations entre les personnages et le réalisme des numéros de cirque. La vertu exigée est d'ailleurs la même : la légèreté.

Fermeture à Lyon

Le CNP Odéon, salle de cinéma indépendante, a fermé ses portes cet été à la surprise générale, dont celle de ses salariés. Son propriétaire, le producteur Galeshka Moravioff, a en effet résilié le bail, fait déménager le projecteur et démonter les fauteuils au début du mois d'août, dans le plus grand secret, à la manière d'un patron voyou. Pour l'Association du cinéma indépendant pour sa diffusion (Acid), cette salle « *a toujours effectué un travail remarquable en termes de programmation, d'animation et d'exposition des films dans la durée* ». Et l'Acid d'ajouter : « *À l'heure où les œuvres les plus singulières, les plus ambitieuses, peinent à trouver durablement le chemin des salles, expulsées par un marché gagné par la maladie du résultat immédiat, c'est une fenêtre essentielle d'exposition de la diversité du cinéma dans la deuxième ville de France qui est en danger aujourd'hui et, à travers elle, la liberté de tous les cinéastes d'avoir accès à tous les publics (y compris des centres-villes) et celle du public de voir les films de son choix* ». Les salariés et les spectateurs se tournent désormais vers les élus locaux.

Un peu de fantaisie dans la tragédie



Les actrices, remarquables, passent de la solennité trompeuse du cabaret à la vérité nue. 2009 IFOU POUR LÉPOLEMEDIA

Six spectacles de Pierre Notte à l'affiche, cette saison, à Paris ! Horripilant pour les malheureux auteurs qui mettent des années à faire jouer une seule de leurs pièces. Réjouissant pour ceux, dont nous sommes, qui aiment cet écrivain. Et c'est la preuve que le théâtre contemporain sait trouver sa place dans un contexte moins replié sur les valeurs sûres qu'il ne l'était ces derniers temps. Le cycle Pierre Notte se déroule, pour cinq des spectacles, aux Déchargeurs, et, pour le sixième (un cabaret que Notte et sa sœur Marie jouent eux-mêmes), au théâtre du Rond-Point. Restons-en à la pièce inaugurale, *les Couteaux dans le dos*, une nouveauté dont l'auteur est le metteur en scène.

Le titre évoque le danger, la blessure, la mutilation, la mort. Mais Notte danse toujours sur le tranchant d'une lame. Il suggère ou accuse les souffrances de ses personnages mais il blague, il rit, il décale. C'est comme un jeu de marelle où l'on saute d'une case à l'autre, avec la possibilité de revenir en arrière et de rattraper un carré qu'on aurait manqué. Dououreux et facétieux, tel est Pierre Notte, qui nous conte avant tout le destin de Marie, jeune fille malheureuse dans sa famille, toujours effrayée à l'idée que quelqu'un puisse la toucher.

Avec « **les Couteaux dans le dos** », **Pierre Notte** relate le joyeux périple d'une jeune fille souffrante.

Autour d'elle, il y a ses parents et le fantôme compatissant d'une grand-mère morte. Elle finit par partir, après s'être volontairement coupé à la main. Son voyage l'amène auprès de gens étranges : des « *gardiennes solitaires de péage* » (elles la traitent mal alors qu'elle réclame de quoi coudre pour fermer sa blessure), une « *grande cousine* » et des « *trollettes* » qui vont la soigner, des commentateurs sportifs... Le périple l'emmène en Scandinavie, où, en compagnie d'un gardien de phare également blessé, elle connaît l'amour et la mort.

Cette histoire sombre est une tragédie fantaisiste. La pièce saigne mais fait rire constamment. Notte opère

des exercices de dérapage pour qu'on glisse avec lui dans une gigue sur un sol glacé. Il s'amuse d'autant plus qu'il truffe le dialogue d'interventions de personnages de fiction (Médée, Ophélie) et de citations – Godard, Bergman, Ibsen... D'ailleurs, sa mise en scène a quelque chose d'un faux Bergman en noir et blanc. Tout est dans l'obscurité. Il n'y a que des actrices, qui, pour certaines, changent de rôle et de sexe à volonté. Elles sont en déséquilibre, théâtralisent ou miniaturisent le texte, passant de la solennité trompeuse du cabaret à la vérité nue surgissant par éclairs.

Elles sont toutes remarquables, ces cinq interprètes, Jennifer Decker, Manon Heugel, Marie Notte, Caroline Marchetti et Flavie Fontaine, icônes qui savent tout à coup briser la glace, hausser le ton, casser l'image. On pourra être désorienté par ce théâtre qui traite de nos vies mais finit toujours – peur, pudeur, réflexe culturel ? – par se replier sur le théâtre et ses références. Mais c'est un théâtre d'échos qui viennent jouer un jeu complexe avec nos sensibilités.

– Gilles Costaz

Les Couteaux dans le dos, Les Déchargeurs, Paris, 0892 70 12 28. Jusqu'au 10 octobre. Texte à L'Avant-Scène Théâtre. Pierre et Marie Notte jouent leur cabaret au théâtre du Rond-Point du 20 octobre au 21 novembre.

Les croisements de Paris

Le « **jazz manouche** » est remis à l'honneur par un CD et un concert.

La mode a popularisé l'appellation « **jazz manouche** » pour désigner un style qui fut inventé par le Quintette du Hot Club de France (HCF) dans les années 1930. Certes, le guitariste Django Reinhardt, qui détenait dans cette formation le pouvoir d'imagination, était d'origine manouche (c'est-à-dire tzigane de l'Europe du Nord), mais il ne faut pas oublier que bien d'autres musiciens contribuèrent à façonner et à faire évoluer ce style. En outre, la plupart des musiciens manouches ou gitans qui passèrent au swing avaient été d'abord formés au musette.

Le jazz dit manouche fut en fait le résultat de multiples croisements parisiens. Outre Django Reinhardt, trois frères guitaristes, les Ferret (d'origine gitane, eux, c'est-à-dire tziganes d'Espagne), jouèrent un rôle prépondérant dans le développement de ce « **jazz à la française** ». Barro y installa des harmonies inusitées et montra tout le parti qu'on pouvait tirer de la valse en jazz. Sarane, guitariste aux attaques puissantes, aux phrases concises et tranchantes, joua surtout dans des formations avec violon évoquant le quintette du HCF. Matelo était le plus effervescent, le plus imaginaire, il contribua à faire entrer ce jazz dans la modernité.

Les frères Ferret sont remis à l'honneur par un superbe coffret proposé par Frémeaux et, pour retrouver le goût de la valse swing, le festival des Nuits de nacre propose une belle soirée « **Super Swing musette** » avec l'accordéoniste Jean-Claude Laudat.

– Denis-Constant Martin

Les Frères Ferret, coffret de 3CD, Frémeaux. Super Swing Musette de Paris, 17 septembre, Nuits de nacre, Tulle, 0555202854, www.nuitsdenacre.com



Le coup d'éclat permanent

Un peu ému devant la caméra, il arrive sur les plateaux de la BBC News en représentant de la riche société Dow Chemical (industrie chimique). Dow a récemment acquis Union Carbide, dont le nom (et l'activité) est associé à Bhopal, site de la plus grosse catastrophe industrielle de l'histoire. Avec 18 000 victimes et une centaine de milliers d'agonisants toujours. Le rachat par Dow avait laissé quelques espoirs de dédommagement en Inde. Nenni ! Mais des dividendes records pour les actionnaires. Vingt ans après la catastrophe, jour de la commémoration, le costardé-cravaté annonce en direct que Dow reconnaît son entière responsabilité et débloque 12 milliards de dollars destinés à dédommager enfin complètement les victimes et à dépolluer le site. « *C'est la première fois qu'une importante société, cotée en Bourse, adopte une mesure opposée à ses intérêts.* » Scoop de taille. L'amende honorable de Dow gagne toutes les rédactions.

En réalité, c'est un canular. Ou plutôt une idée de ce que devrait faire le géant de la chimie américain. Et une humiliation pour laquelle la société perd en Bourse, sur le coup, 2 milliards de dollars. Réellement, « *c'est Dow qui a monté le canular, juge Andy Bichlbaum, en déclarant qu'elle ne pouvait rien pour les victimes et n'était pas responsable. On a certes donné de faux espoirs aux victimes pendant deux heures. Voilà vingt ans que Dow les fait*

Autoportrait des Yes Men, deux trublions qui usent de canulars pour dénoncer les pratiques du libéralisme.

souffrir. La réalité est là. » In fine, le canular a permis de faire savoir qu'après deux décennies Bhopal n'a toujours pas été dépollué.

Le cas Dow est un exemple parmi d'autres entreprises menées par les Yes Men, Andy Bichlbaum et Mike Bonanno, deux Américains. Leur dada : se faire passer pour les représentants de grandes sociétés qu'ils n'aiment pas, porte-parole gouvernementaux ou experts. Ils créent de faux sites web (Coca-Cola Company, Halliburton, des sociétés pétrolières et gazières, des institutions comme l'OMC) et attendent d'être invités. Et ça marche ! En grande pompe et le plus sérieusement du monde. Ils avancent parfois les idées les plus absurdes, ahurissantes, scandaleuses. Ça marche encore.

Autre exemple : devant un symposium de banquiers sur les risques acceptables, ils annoncent un nouveau mode de calcul, pertes humaines à la clé mais peu importe, puisque cela doit rapporter beaucoup d'argent. « *Si on joue le jeu du marché, autant en*

tirer le meilleur parti possible. » Foin des morts ! C'en devient alors très « *acceptable* » et même une idée « *très rafraîchissante* », selon un expert. Le but était de choquer. Ils étaient loin de penser qu'ils allaient plaire.

À la Nouvelle-Orléans, en adjoints du ministre du Logement du gouvernement Bush, à l'occasion d'une conférence sur la reconstruction de la ville, ils déclarent la réouverture des logements sociaux et le réaménagement des zones humides aux frais d'Exxon. De fait, ils imposent une prise de conscience de la crise du logement. Le foutage de gueule prend toute son ampleur. Et même du sens.

Les Yes Men sont de petits malins, des bluffeurs, des imposteurs. Sans scrupules. Scrupules, justement, signifiant ces petits cailloux qui se glissent dans les godasses. Pour le moins gênants. Voilà donc deux scrupules en transe d'activisme, de piratages pour la bonne cause, qui pointent les torts et travers du capitalisme, les aberrations et les scandales du libéralisme, les adeptes effrayants de la philosophie de Milton Friedman. Assez proches d'un Michael Moore (dans ses meilleures heures), en collaboration avec Kurt Engfehr, filmés eux-mêmes dans la mise en scène de leurs canulars contre la mondialisation, ils livrent face caméra quelques étapes d'un parcours tragique, furieusement politique (1). Attaqués pour leur cynisme et leur mauvais goût, ils remettent pourtant de l'ordre dans la marche du monde (en tout cas, tentent de le faire). En radicalisant le discours économique dominant, ils disent surtout ce qu'est notre époque, entre communication et profits. Avec une certaine idée : « *Si quelques personnes peuvent prendre les mauvaises décisions, pourquoi on ne pourrait pas s'unir à notre niveau pour prendre les bonnes décisions, pour une fois ?* » Les Yes Men ont la réputation d'exagérer. Face au tout-libéral, on n'exagère jamais assez.

—Jean-Claude Renard

(1) En 2006, ils avaient piégé Patrick Balkany (UMP) en duplex depuis un faux journal de télévision américaine, dans un entretien autour de la pauvreté au cours duquel le maire de Levallois déclarait que « *les pauvres vivent très bien, il n'y a pas de misère en France* ». Cette séquence n'est pas utilisée dans le film mais disponible sur Dailymotion.

Les Yes Men refont le monde, mardi 15 septembre, 20h45, Arte (1h25). En salles le mercredi 16 septembre.

RADIO

SAMEDI 12 SEPTEMBRE

La Cellule de dégrisement

France Inter, de 11h à 12h

La saison passée, l'émission avait pour titre « *le Ministère psychique* ». Avec « *la Cellule de dégrisement* », Philippe Collin et son équipe prouvent qu'ils ont l'art du titre. Mais pas seulement. Il y flotte toujours le même état d'esprit déjanté, iconoclaste, le raffinement de l'exubérance calculée sur tout et n'importe quoi. En puisant dans l'actualité, avec un regard souvent politique et, du coup, acidulé, en conservant le goût de l'absurde. Au diapason de la « *Panique au Mangin Palace* » réalisée le dimanche matin en direct (de 11h à 12h). D'une émission l'autre, la bande à Collin pique ses trilles dans un pêle-mêle de cultures, populaires d'abord. Voilà qui rappelle... Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Boris Vian avait écrit différents projets, réalisé plusieurs travaux radiophoniques, largement passés inaperçus à côté de ses romans ou de ses chansons à succès. Les virevoltances malicieuses de Philippe Collin sonnent comme un écho. Il y a pires références.

DIMANCHE 13 SEPTEMBRE

Eclectik

France Inter, de 10h à 11h

Rebecca Manzoni entame joliment sa rentrée en recevant Robert Guédiguian, à l'occasion du dernier film du cinéaste, *L'Armée du crime*. Si le but du magazine est de « *proposer de faire un pas de côté et de savourer une culture ludique et curieuse de tout* », c'est là un moment d'exception qui conjugue l'intelligence et la culture. Et surtout, d'un côté comme de l'autre, de Manzoni à Guédiguian, cette capacité à dire (et à faire) sérieusement les choses sans se prendre au sérieux.

TÉLÉVISION

LUNDI 14 SEPTEMBRE

Manu Chao

Arte, 23h05

Diffusion du concert enregistré aux arènes de Bayonne en juillet 2008, égrenant notamment les titres de son dernier album, *Baionarena*.

MARDI 15 SEPTEMBRE

Le Solfège du légume

France 5, 21h35

Il existe peu de films réussis sur la gastronomie. Aux reportages ronflants succèdent des documentaires béni-oui-oui, gavés de belles images. Celui-ci, de Sophie Bensadoun, échappe à la règle, se glissant dans les entrailles de la création, en l'occurrence dans l'imaginaire d'Alain Passard, le plus inventif des cuisiniers aujourd'hui.



Un certain mauvais goût... pour un discours politique très juste. J. RIBES/RÉA

“ 1980, glaciale décennie

« Les Années d'hiver », recueil d'interventions politiques et philosophiques de Félix Guattari écrites durant la première moitié des années 1980, est réédité. Des textes étonnamment actuels.

Il n'était pas drôle d'être un jeune de gauche durant les années 1980. En plus du chômage et de « la crise », court vocable qui résumait alors les difficultés économiques de l'époque, le gouvernement Mauroy opérait rapidement son fameux « tournant de la rigueur », dénommant ainsi la mise en œuvre d'un néolibéralisme monétariste, présenté comme la « seule » politique possible. Le temps n'était plus à la contestation, et l'on était prié d'adhérer à cette prétendue « modernité » faite de compétitivité et d'argent-roi. Si le jeune de gauche restait néanmoins critique et ne partageait pas ce nouvel engouement pour le marché, il était aussitôt traité de « ringard », autre vocable qui fit son apparition à l'époque. Et s'il rêvait de révolution et d'expériences novatrices, on lui rappelait prestement que la génération de ses parents avait, elle, « fait 68 »... *Libération*, le journal emblématique de ces vaillants « soixanthuitards » – en train, pour nombre d'entre eux, de s'inscrire au Rotary Club, comme le dénonçait Guy Hocquenghem –, multipliait ainsi les dossiers collecteurs sur les temps bénis – mais qu'il s'agissait de considérer comme bel et bien terminés – du *flower power* et des barricades au Quartier latin, sur fond de Jimi Hendrix et de libération sexuelle. Le jeune de gauche serait bien en peine d'essayer de faire mieux ! Et pourtant, cela avait bien commencé. Mitterrand accédant à la présidence de la République en mai 1981, l'air du temps était alors au « changement », terme porteur d'espoir et employé tous azimuts durant l'année 1981 (sauf par certains jeunes – forcément ingrats – des Minguettes qui apparurent soudain dans les journaux comme les inventeurs d'un nouveau sport, le « rodéo » de voitures



Dès 1983, Félix Guattari constate que la gauche a laissé passer l'occasion qui lui était offerte. AFF

dans les cités de banlieue). Vite mis entre parenthèses, le slogan « Changer la vie » céda bientôt la place aux actualités boursières et aux « créatifs branchés » de la publicité. L'heure n'était plus au rêve. Le jeune de gauche se devait d'intégrer rapidement ces nouvelles « réalités » et de se lancer avec fougue dans la compétition. **Quant aux milieux intellectuels**, autrefois en pointe dans la dénonciation des petites ou grandes ignominies du système, ils se ralliaient eux aussi en bloc à la nouvelle doxa de l'argent-roi, rompant pour une grande part avec la longue tradition d'indignation de l'intellectuel de gauche à la française. Souvent désemparé, notre jeune de gauche voyait les quelques intellectuels encore critiques se renfermer souvent dans leur tour d'ivoire (Castoriadis), quand ils ne décédaient pas (Foucault). Une exception notable, parmi les grandes figures des années 1970, pouvait cependant être relevée chez Gilles Deleuze, qui, dans son *Abécédaire*, lançait quelques piques célèbres contre le ralliement au système et à la bien terne « idéologie-des-droits-de-l'homme » alors à la mode. Bien seul, il pouvait cependant compter sur son ami, le philosophe et psychanalyste Félix Guattari, qui en 1986 lança l'un des rares pavés dans cette mare

néolibérale et réactionnaire, sous la forme d'un petit livre publié chez feu les éditions Bernard Barrault : *Les Années d'hiver. 1980-1985*.

Jeune maison exigeante, les éditions Les Prairies ordinaires ont eu la bonne idée de rééditer ce petit livre, introuvable depuis une bonne vingtaine d'années. On peut se demander *a priori* quel intérêt il y a à republier un recueil d'interventions souvent ponctuelles datant de plus de vingt-cinq ans. Or, comme l'indique d'emblée dans sa belle préface l'historien François Cusset, lui-même auteur d'une étude remarquable sur les années 1980 (1), on est frappé, à la lecture de ces textes, d'une véritable « stupéfaction de leur pleine actualité ». Alors qu'il s'agit essentiellement de « remarques éparses avancées il y a un quart de siècle », leur « acuité brûlante » et leur « force anticipatrice » apparaissent immédiatement au lecteur des années 2000. Si Félix Guattari écrit sur des événements dont la chanson dit qu'ils sont ceux « d'un temps que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître », ces derniers ne seront pas dépayés et reconnaîtront sans aucun doute le monde froid du néolibéralisme triomphant et producteur d'inégalités croissantes dans

lequel ils vivent depuis toujours. Car, comme le précise François Cusset, cet esprit si minutieux et attentif qu'est Félix Guattari, observant avec dégoût « l'hiver mondial des premières années 1980, avec ses poussées droitières, son triomphe du marché et ses nouveaux esclavages subjectifs », en a pressenti la « dimension de mutation historique et de tournant anthropologique ». Or, refusant de céder à cet air du temps désespérant, le philosophe prévient d'emblée que, face au « retour de bâton réactionnaire », il ne récuse pas la « période des grandes illusions de la contre-culture » et refuse « d'infléchir [s]es positions antérieures pour les adapter au goût du jour ». Il crie ainsi tout son dégoût d'une époque faite d'égoïsme outrancier et veut croire à un avenir où, grâce à un salvateur « retournement de jugement collectif », l'on finira par juger cette première moitié de la décennie 1980 comme ayant été celle des années « les plus stupides et les plus barbares depuis bien longtemps »... Au fil des textes proposés (articles ou entretiens, interventions à des colloques, conférences, etc.), Guattari décrypte aussi bien les événements immédiats que les évolutions profondes de l'époque. Ouvrant le volume par un bref article de 1980 de soutien à la candidature (avortée) de Coluche à l'élection présidentielle, il salue d'abord les mesures adoptées par le gouvernement socialiste fraîchement élu : « On se prend à rêver », s'enthousiasme-t-il en relevant les premiers résultats « déjà marquants dans le domaine des libertés ». Mais, très vite, il dénonce le manque de courage politique d'un PS qui fait « passer l'économie avant la société ». Et, assez rapidement, sa sévérité se fait sans appel. Fustigeant

bientôt les socialistes pour s'être engagés « dans une surenchère absurde avec la droite sur le terrain de la sécurité, de l'austérité et du conservatisme » – on est là en 1983, non en 2009 ! –, il écrit, non sans tristesse, que « la gauche a laissé passer l'occasion historique qui lui était offerte »... Son inquiétude grandit alors devant la montée du racisme et du Front national dans la société française, auxquels il consacre de nombreuses pages. Contrairement à l'engouement qu'elle suscite, la réponse du pouvoir socialiste avec la création de SOS Racisme ne le satisfait en rien, et il est l'un des rares à voir à l'époque dans son célèbre slogan « Touche pas à mon pote » le fait qu'« ils n'ont même pas pensé à demander leur avis aux principaux intéressés » ! Et c'est bientôt la colère que l'on voit poindre sous sa plume lorsqu'il observe, d'un côté, le revirement en matière économique et, de l'autre, le grignotage progressif des libertés publiques, en premier lieu envers les sans-papiers, les immigrés ou les jeunes de banlieue, devinant déjà « la perspective à court terme d'une Europe des polices plutôt que d'une Europe des libertés », à laquelle les gouvernements socialistes français prennent une part active. Résonnant bruyamment à nos oreilles en 2009, le signifiant « la crise », sans cesse répété et bientôt transformé en véritable « fléau biblique », va servir au pouvoir pour empêcher toute expérimentation sociale et justifier, telle une fausse évidence, qu'une « seule politique économique est possible ». Cette décision qui veut que « prime » l'économie sur le politique montre surtout le fait que les socialistes français « ont perdu la mémoire du peuple ». Un constat qui ne saurait être infirmé aujourd'hui !

Sur bien d'autres thèmes, on note de page en page et d'année en année toute l'amertume de Félix Guattari face aux grandes transformations de l'époque. Et là encore, lorsqu'il décrypte celles du capitalisme, ses analyses sonnent étonnamment justes et actuelles au lecteur de ce début de XXI^e siècle, puisqu'il analyse avec précision, lors d'un extraordinaire dialogue avec Michel Butel, le directeur de l'éphémère et passionnant mensuel *l'Autre Journal* (l'une des rares expériences innovantes en matière de presse à l'époque), les mécanismes en cours d'une « mondialisation de la production » et la mise en place de ce qu'il nomme le « capitalisme mondial intégré ». Toutefois, le philosophe refuse de se laisser aller complètement au désespoir puisqu'il entrevoit aussi à terme la possibilité de luttes de la part de ces « nouvelles subjectivités dissidentes » que sont les jeunes, les immigrés, et, déjà, les nombreux « sans » (-papiers, -abri, -emploi, etc.) ainsi que des minorités (ethniques, sexuelles, culturelles...), tous s'opposant à « l'uniformisation capitaliste et étatique ». Le volume se terminant par quelques textes plus théoriques, il faut insister sur la grande accessibilité du livre, ce qui n'est pas toujours le cas de bon nombre de ses autres ouvrages. Reste que, aussi visionnaire que fut le « *Guattari résistant des années 1980* » (selon les mots de François Cusset), il apparaissait alors bien seul, lorsqu'il acheva ce volume, à l'orée de l'année 1986. Ces textes n'en sont que plus touchants aujourd'hui.

—Olivier Doubre

Les Années d'hiver. 1980-1985, Félix Guattari, Les Prairies ordinaires, 304p., 17 euros.

(1) **La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980**, La Découverte, 2006 (en poche, 2008).

PARUTIONS

Pourquoi les crises reviennent toujours

Paul Krugman, Éditions du Seuil, 201 p., 17 euros.

Les Crises du capitalisme

Karl Marx, préface de Daniel Bensaïd, Éditions Démopolis, 208 p., 14 euros.

Comment le monde a-t-il pu devenir aussi dangereux ? s'interroge le prix Nobel d'économie Paul Krugman dans une nouvelle édition de *Pourquoi les crises reviennent toujours*. Ce flamboyant keynésien a consacré la majeure partie de son ouvrage à la crise asiatique des années 1990, qui se révèle avoir été une sorte de répétition

générale de la crise mondiale en cours. Le récit de cette catastrophe « semble sortir tout droit d'une histoire financière des années 1930 ». Dans un style limpide, à l'écart des sentiers battus de la théorie, Krugman raille Robert Lucas, son prédécesseur Nobel d'économie en 1995, qui annonçait en 2003 : « Le principal problème de la prévention de la dépression a été résolu en pratique. » Et se paye Ben Bernanke en personne, qui, avant de devenir président de la Banque centrale américaine, se révélait d'un optimisme déconcertant. Car rien n'est résolu avec le capitalisme triomphant d'aujourd'hui.

L'économiste américain estime que nous « baignons bien dans l'atmosphère de l'économie de la dépression » et fustige le corpus d'idées creuses qui revendique au nom de « l'économie de l'offre » une doctrine fanatique. Une belle leçon que cet ouvrage qui nous laisse cependant sur notre faim. Krugman préconise un traitement de l'urgence et un sauvetage financier qui, certes, révèle les actions très limitées des États-Unis et de l'Europe. Mais, hors du capitalisme, aucune perspective n'est offerte, alors que le prix Nobel déplore que le monde titube d'une crise à l'autre depuis la Grande Dépression. Sa critique d'une

mondialisation financière « plus dangereuse que ce que nous pensions » n'en est pas moins juste et fait apparaître l'obsolescence de certaines doctrines. Dans *les Crises du capitalisme*, un texte inédit de Karl Marx préfacé par le philosophe Daniel Bensaïd, on découvre des notes préparatoires pour l'ouvrage magistral *le Capital*. Les spécialistes de Marx n'apprendront sans doute rien, mais les lecteurs néophytes découvriront Marx avec bonheur à travers un texte court, accessible et visionnaire. Citons la brève conclusion, qui renvoie parfaitement à la crise sociale et

écologique actuelle : « La surproduction suit la loi générale de production du capitalisme, qui est de produire à la limite supérieure des forces productives (la possibilité, avec une masse donnée de capital, d'exploiter la plus grande masse possible de travail) sans tenir compte des limites existantes du marché ou des besoins solvables [...] ». L'autre grand intérêt de cet ouvrage est la lecture de Marx par Daniel Bensaïd, qui renouvelle la compréhension des crises récentes, ainsi qu'un lexique détaillé et une « note éditoriale ».

—Thierry Brun

“ Une taxe inadaptée



BENJAMIN DESSUS
Économiste,
président de
l'association
d'experts
indépendants
Global
Chance.

La cacophonie la plus complète règne à propos de la « taxe carbone » proposée par le rapport Rocard ! Indépendamment des nombreuses questions que pose sa place dans la politique fiscale de la France, les déclarations démagogiques, les annonces contradictoires sur son montant initial et son assiette, les protestations des collectivités locales, des consommateurs et des syndicats devant les inégalités qu'elle risque de renforcer font que personne n'y comprend plus rien. Revenons donc à l'origine de cette affaire.

Dans l'esprit du Grenelle de l'environnement, l'institution d'une « contribution climat énergie » poursuivait plusieurs buts : réduire la consommation des combustibles fossiles, largement responsables de l'augmentation de l'effet de serre et dont les réserves ne sont pas inépuisables, mais aussi rendre les consommateurs moins dépendants des différents produits énergétiques, dont on peut anticiper à court et moyen termes une forte hausse de prix dans un contexte de raréfaction des ressources fossiles et fissiles, des territoires susceptibles d'être consacrés à des cultures énergétiques, à des centrales solaires, etc. Enfin, prendre en compte les nuisances auxquelles n'échappe aucun des moyens de production d'énergie (accidents majeurs,

La « taxe carbone » a le tort de ne pas prendre en compte la production d'électricité. C'est la consommation finale de tous les produits énergétiques qui devrait être taxée.

prolifération, matières dangereuses et déchets pour le nucléaire, dégâts à la biodiversité et concurrence avec les besoins alimentaires pour les plantations énergétiques, problèmes paysagers pour les éoliennes, déplacements de population et dégâts environnementaux pour les grands barrages, etc.). Mais cette proposition initiale a dérivé vers une contribution purement axée sur le contenu en CO₂. Les premiers bénéficiaires de cette dérive sont les producteurs d'électricité nucléaire, mais aussi les producteurs d'énergies renouvelables (électriques ou non). François Fillon vient de sembler donner raison à EDF, qui repousse l'idée d'une taxation de l'électricité, au prétexte que 90 % de sa production (nucléaire et hydraulique) ne produit pas de CO₂ et que la part produite à partir de combustibles fossiles est déjà taxée à travers les quotas d'émissions. Pourtant, ce raisonnement repose sur plusieurs contrevérités :

- Il fait semblant de croire que le Grenelle de l'environnement ne s'est intéressé qu'à l'effet de serre à l'exclusion des autres effets négatifs d'environnement des différentes sources énergétiques.
- Il fait comme si la totalité de l'électricité distribuée en France était entièrement produite sur le territoire national et donc faiblement émettrice de CO₂. Or, depuis la déréglementation du marché européen, les fournisseurs privilégient les sources délivrant le meilleur prix instantané sur le marché, qu'il s'agisse de nucléaire, de charbon ou de gaz.
- Il oublie de rappeler que d'autres producteurs d'énergie, comme l'industrie de transformation des produits

pétroliers, sont soumis à des quotas d'émission de CO₂, ce qui n'empêcherait pas l'application de la taxe en discussion sur les produits finaux, à la pompe. Pourquoi pas sur l'électricité, dès lors ? Si l'on s'en tient aux principes qui guidaient le Grenelle de l'environnement, on voit bien qu'une taxation de l'électricité est tout à fait justifiée. En effet, devant l'augmentation du prix des combustibles fossiles engendrée par la taxe, le consommateur va se tourner vers l'électricité pour des usages non spécifiques, en particulier pour le chauffage domestique, plutôt que de se lancer dans des investissements d'économie d'énergie. Ces usages se traduiront par une augmentation du recours aux combustibles fossiles. On sait en effet, grâce à une étude de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) et du gestionnaire du Réseau de transport de l'électricité (RTE), que le contenu en CO₂ du kWh fourni au chauffage électrique des logements en France se situe autour de 500 g, bien plus qu'un chauffage au gaz (autour de 200 g) ou au fioul (de l'ordre de 300 g). Parce que la pointe d'hiver engendrée par le chauffage domestique fait appel à de l'électricité importée, qui dans les quinze à vingt ans qui viennent restera très émettrice de CO₂ – charbon principalement, et gaz.

Par conséquent, en « oubliant » de taxer l'électricité, on fera semblant d'ignorer les effets externes négatifs du nucléaire, on oubliera de rappeler au consommateur qu'il serait bête de gaspiller l'électricité renouvelable, alors qu'elle restera durablement difficile à produire et présente aussi des inconvénients, même s'ils sont moindres. En plus, on contribuera à freiner les investissements de maîtrise de l'énergie tout en accélérant la contribution de l'électricité aux émissions de CO₂... Une vraie politique de Gribouille, pour satisfaire un lobby toujours plus exigeant.

Toutes les études, y compris celles de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), confirment que le meilleur moyen de réduire les émissions de CO₂ et de renforcer la sécurité énergétique est la sobriété et l'efficacité énergétiques au niveau de la consommation finale. Si taxe il doit y avoir, elle doit porter en premier lieu sur la consommation finale de tous les produits énergétiques, dont évidemment l'électricité.



La taxe carbone risque d'inciter les foyers à se tourner vers le chauffage électrique, pourtant plus polluant. LOIC/PHOTONONSTOP

GRILLE N° 30

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2		■								
3										
4				■		■				
5		■		■						
6								■		
7						■				
8			■							
9		■					■			
10										

Solution de la grille n° 29 :

- | | |
|-----------------|------------------|
| 1. Tchernenko | I. Toulousain |
| 2. Ouïgour. On | II. Cule. Sa. Le |
| 3. Ulmistes | III. Himalaya |
| 4. Leader. UFO | IV. Égides. Rie |
| 5. Lerins | V. Roser. Laos |
| 6. Usas. CIO | VI. Nutritif |
| 7. Say. Living | VII. Ère. Vagi |
| 8. Arafat | VIII. Suscitat |
| 9. Il. Io. Gave | IX. KO. In. Vé |
| 10. Nécessités | X. Ontologies |

HORIZONTAL :

1. Un peu stimule, trop tue.
 2. Passeras à table. 3. Femmes à la barre. 4. Lignite noir. Véritable prénom du mari de Simone. 5. Tromper. 6. Prénom d'une actrice allemande assez féline. 7. Inventât. Outil hitchcockien. 8. Le jour où les Vietnamiens ont attaqué. De très mauvais djinns 9. Tira le rafiot. Permet de se payer une bonne dose d'aquavit 10. Décorés façon chic, comme les chaussettes de Balladur.

VERTICAL :

- I. Il exprime une éventualité.
 II. Il passe à Saint-Omer. Un seul d'OGM et José sort sa faux. III. Le grattoir du briquetier. IV. Prénom français du mari de Simone. Possessif. Cœur de loup. V. Blanc, il ne transpire pas trop. Il préfère le plaisir des yeux. VI. Notables. L'agriculture à l'ONU. VII. Sortie du col. Déméntir. VIII. Agacement. IX. Grains de beauté. Foyer. X. Elles enlèvent tout le liquide.

Au paradis sarkozique

Il y a ces cases légendaires, dans *Tintin au pays des Soviets*, où notre sympathique reporter s'aperçoit que les rutilantes fabriques de la Russie bolchevique sont en réalité « de simples décors de théâtre... Derrière lesquels on brûle de la paille pour faire fumer les simili-cheminées ». Tintin prend alors son fidèle Milou à témoin de l'insigne fourberie des communistes : « Et voilà comment les Soviets roulent ces malheureux qui croient encore au "paradis rouge". »

Prenons maintenant ce qui se passe, ici et maintenant, au pays de Sarkozy.

Qu'avons-nous appris, ces derniers temps ? Nous avons d'abord appris que les joyeuses commères qui ont gaiement accueilli Luc Chatel le 19 août dernier dans un supermarché de province – pour lui conter combien les ravissait la baisse des prix des fournitures scolaires, et combien le gouvernement leur allégeait la crise – étaient des figurantes, soigneusement triées. (La direction de la grande surface en question est aussitôt la vive bonté d'endosser la pleine responsabilité du minable trucage, promettant que Chatel n'y était pour rien, le pauvre – et pour ce qui me concerne, je veux affirmer ici, haut et fort, que cette explication

Faut admettre que si Kozy évoluait au milieu de grandes personnes, des taquins(e)s risqueraient de crier : « Sarkozy, je ne te vois pas ! »

m'a pleinement convaincu. Je sais reconnaître la véritable sincérité, quand elle se manifeste si joliment. Ne ris pas, s'il te plaît : ce n'est pas très gentil.)

Après cela, et plus récemment, nous avons appris qu'une salariée de l'usine Faurecia de Caligny, en Normandie, reconnaissait avoir été sélectionnée en (seule) raison de sa petite taille pour poser devant les caméras aux côtés du chef de l'État français, venu visiter ladite usine. Un syndicaliste maison le confirme d'ailleurs en ces mêmes termes : « Il n'y avait que des gens de petite taille qui pouvaient poser aux côtés du président », lors de sa visite. « Ceux qui étaient plus grands » que lui « ne le pouvaient pas ».

Le syndicaliste précise que cette interdiction venait, d'après lui, « de l'Élysée ». (Le gars chercherait à se pécho une garde à vue qu'il ne s'y prendrait pas autrement.)

Raconté comme ça, évidemment : ça fait d'abord marrer. (Faut admettre que si Kozy évoluait au milieu de grandes personnes, des taquins(e)s risqueraient de crier : « Sarkozy, je ne te vois pas ! ») Mais au fond, c'est quand même un peu terrifiant, pour ce que ça révèle de l'état d'esprit des Versaillai(se)s qui depuis deux ans prétendent régner sur nos vies – et qui en sont bel et bien, comme on le pressentait, et comme chez Orwell, à remplacer la réalité par une réalité bis. Une réalité Potemkine. Sans que nous ne réagissions, alors que cela devrait nous jeter par dizaines de millions dans les rues, histoire de ne pas nous réveiller un de ces matins dans un endroit où le taux de démocratie serait tombé vraiment trop bas.

Et voilà comment la droite régiminaire roule ces malheureux qui croient encore au paradis sarkozique. Jusqu'à quand ?

Politis.fr

Retrouvez le blog de Sébastien Fontenelle sur www.politis.fr

POUR POLITIS

10€
pour 2009-2010

BULLETIN D'ADHÉSION ou de RENOUELEMENT DE COTISATION

* À renvoyer, bulletin et règlement de la cotisation, à :
Pour Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.

* Je souhaite adhérer à l'association Pour Politis, ou renouveler ma cotisation pour 2009-2010

– Nom : Prénom :

– Adresse :

– Code postal : – Ville :

– Adresse courriel (1) :

– Téléphone :

* montant de la cotisation 2009-2010 : 10 euros (chèques à l'ordre de Pour Politis).

(1) Pensez à nous indiquer une adresse courriel si vous en possédez une, c'est une économie financière et de temps considérable à l'heure de communiquer avec les adhérents.

* Pour des raisons d'économie, nous n'éditions pas de « carte d'adhérent ». Le prélèvement de votre cotisation fait foi. Vous pouvez cependant obtenir confirmation de votre adhésion sur simple demande (voir nos coordonnées ci-dessus).

* Ces informations resteront confidentielles et n'auront d'autre usage que les besoins de l'association.

SANS-PAPIERS Déjà effectives dans le secteur public, les arrestations de personnes en situation irrégulière se multiplient à l'initiative d'entreprises privées, qui n'hésitent pas à piéger leurs clients.

La délation : un virus contagieux

On connaissait le zèle de certaines administrations et sociétés publiques à dénoncer des étrangers sans papiers venus se présenter à leurs guichets. À La Poste, dans les préfectures et même au Pôle emploi, les exemples d'interpellations déloyales sont légions, conséquences de nauséabondes circulaires tombées des ministères. Désormais, le secteur privé n'est pas en reste, via les initiatives spontanées de salariés lambda. Dénonciations scandaleuses pour les associations d'aide aux étrangers, simple application de la loi et des consignes de sécurité pour les entreprises concernées, le débat fait rage.

La Cimade évoque ainsi trois affaires éloquentes, fruits du témoignage de trois sans-papiers rencontrés en centres de rétention. Le 9 août dernier, un ressortissant malien est arrêté alors qu'il s'apprête à retirer sa carte bleue dans une agence du LCL (ex-Crédit lyonnais) d'Aulnay-sous-Bois, en région parisienne. Quelques jours avant, M. reçoit un courrier l'informant que sa carte bleue est arrivée. « Au guichet, on lui signale qu'il faut revenir le lendemain, raconte Damien Nantes, responsable du service Défense des étrangers reconduits à la Cimade. Il y retourne, on lui demande de patienter dans un bureau. Les policiers arrivent et l'arrêtent. » M. sera finalement relâché du centre de rétention de Bobigny, le juge des libertés ayant pointé le « caractère déloyal » de l'interpellation (1).

À Montrouge (Hauts-de-Seine), le 27 août, un sans-papiers souhaite ouvrir un compte à l'agence du CIC. Pour ce faire, l'homme utilise une (vraie) pièce d'identité d'emprunt. La guichetière s'en aperçoit et disparaît. Débarque la police, direction le centre de rétention de Bobigny.

Autre cas troublant, celui de ce bon client de Bouygues Telecom, arrêté le 1^{er} juillet à Évry. Il souhaite alors simplement changer de téléphone avec ses points de fidélité. L'employé de la maison Bouygues lui demande une pièce d'identité. À défaut d'autre chose, il présente un faux titre de séjour. « A priori, le directeur de la boutique est alerté, précise Damien Nantes. Ils ont prétexté une panne informatique



Pour certains, aller retirer une carte au guichet peut s'avérer risqué. FAGET/AFP

pour faire attendre la personne et ont prévenu la police. Qu'est-ce qui justifie d'appeler la police ? »

« Nos obligations légales », répondent en substance les sociétés concernées. Sur l'emblématique affaire du LCL, le service communication de la banque présente une tout autre version des événements : « À partir du moment où nous avons un doute sur les papiers

présentés, pour quelque client que ce soit, on est obligé de remonter l'information à notre service de sécurité. Ici, c'était le cas. Si notre service de sécurité interne confirme le problème, il doit contacter les services de police. C'est une procédure obligatoire car nous sommes juridiquement responsables de l'identité des personnes qui ouvrent des comptes chez nous. Mais à partir du moment où le dossier est dans les mains de la police, nous n'avons plus du tout la main sur la procédure engagée. Nous n'avons pas à avoir d'état d'âme : nous sommes une société privée qui doit respecter la réglementation. La loi, c'est la loi. Mais, bien évidemment, il n'est pas question chez nous de faire la chasse aux sans-papiers, il n'existe aucune consigne interne en ce sens ! » Le LCL dément en outre que l'interpellation se soit produite dans les locaux de l'agence : « La personne a été interpellée en dehors de l'agence, probablement sur le chemin de la banque. » « Comme par hasard, juste au moment où elle venait chercher sa carte bleue », ironise Catherine

Herrero, avocate responsable de la commission étrangers du barreau de la Seine-Saint-Denis et membre du Gisti. « L'homme devait être surveillé, mais nous n'avons pas eu d'instruction pour le faire venir à un moment précis, et de toute façon nous ne l'aurions pas fait », rétorque le LCL, avant d'ajouter : « En revanche, que la police nous ait appelés pour nous demander s'il était déjà passé, c'est possible. »

Difficile, dans ces affaires sans témoins neutres, de dégager des certitudes. De même pour le niveau de responsabilités en interne. Selon Damien Nantes, il s'agit bien d'« espèces de pièges » montés « totalement à l'initiative de salariés qui font du zèle. Ces gens sortent clairement de leurs obligations professionnelles, avec, d'après nous, l'accord de leurs responsables. Pour la Cimade, c'est très inquiétant, et sans faire d'amalgame trop facile, on ne peut s'empêcher de penser à des périodes sombres de l'histoire. » Et ces interpellations perdurent. « Au cours de l'année 2009, nous avons à nouveau eu des remontées sur les interpellations déloyales », confirme Laurence Mollaret, vice-présidente du Syndicat de la magistrature. Catherine Herrero tire les mêmes conclusions : « On en a constaté pas mal ces derniers temps. Ce sont des gens à qui on tend des guets-apens. Plus globalement, dès lors que l'on promet une politique d'immigration, chacun se sent investi du pouvoir de participer à l'expulsion des sans-papiers. On prône la délation en bafouant des principes fondateurs de notre République. »

Pour Damien Nantes, ces interpellations ne sont pas nouvelles, mais « elles se développent ». Dans un contexte, depuis 2003, qui favorise la délation : « Avec toute la communication gouvernementale sur les étrangers en situation irrégulière, les politiques menées, les arrestations, les expulsions, la politique du chiffre, la guerre aux mariages mixtes, on se retrouve dans une atmosphère générale qui libère et banalise de tels comportements. » Autres temps, mêmes mœurs.

—Xavier Frison

L'action sociale sous pression

« Les organismes du secteur social sont de plus en plus ciblés comme des instruments au service de la politique du chiffre, s'inquiète Christophe Daadouch, formateur en travail social, dans le dernier numéro de *Plein Droit*, la revue du Gisti. Non-discrimination, égalité de traitement et secret professionnel, qui paraissaient jusque-là des digues solides face aux pressions des quotas d'éloignement, sont aujourd'hui sérieusement ébranlés. Quel que soit leur secteur d'activité, les travailleurs sociaux sont de plus incités à collaborer avec les services de police. »

(1) Voir à ce sujet la circulaire du 21 février 2006 (www.gisti.org/doc/textes/2006/JUSD0630020C.pdf) très critiquée par le milieu associatif (www.gisti.org/spip.php?article101).

Ziri, mort sous les coups

À la suite d'un contrôle policier, Ali Ziri, retraité algérien de 69 ans, décède le 11 juin à l'hôpital d'Argenteuil. Sa mort est attribuée à une hypertrophie cardiaque, et l'enquête est close. Mais l'activisme du collectif Vérité et justice pour Ali Ziri incite le procureur du tribunal de grande instance du Val-d'Oise à revenir sur sa décision. Une contre-expertise révèle finalement, le 20 juillet, qu'Ali Ziri est mort sous les coups. Le collectif organise une marche citoyenne le 11 septembre à 18 h à Argenteuil, sur la dalle du Val-d'Argent-Nord. L'occasion de « rétablir les faits et exiger qu'au moins les trois policiers, auteurs de ces violences, soient jugés et condamnés ».

—X. F.

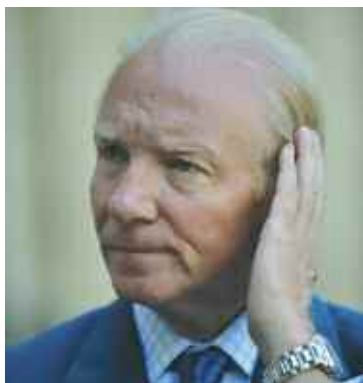
Association des travailleurs maghrébins de France: 0142559182, www.atmf.org.
Voir aussi www.politis.fr/article7441.html

BANLIEUES La table ronde « jeunes-police » avait tout du coup marketing, estime un collectif d'associations.

Une mascarade de plus

Après les faux clients encensant l'action de Luc Chatel au détour d'un rayon de supermarché, voici la fausse table ronde « jeunes-police » préparée par le duo Brice Hortefeux-Fadela Amara, respectivement ministre de l'Intérieur et secrétaire d'État à la Ville. Organisé le 31 août au ministère de l'Intérieur, le raout a convaincu l'immense majorité des 17 associations dites de banlieue et de jeunesse représentées. Un joli bilan, sans surprise au regard du casting : étaient notamment conviés Ni putes ni soumises, que présidait Fadela Amara avant d'entrer au gouvernement, et SOS Racisme, organisation proche de la secrétaire d'État. Deux associations archiconnues des médias mais très critiquées en... banlieue, où leur implantation reste limitée. Quant à la Fédération Léo-Lagrange, la Jeunesse ouvrière chrétienne ou la Coordination d'associations de l'éducation populaire, elles ne sont pas plus représentatives des quartiers les plus en difficulté.

Pour Hassan Ben M'Barek, porte-parole du collectif Banlieues respect, regroupant une centaine d'associations, la réunion était « une opération marketing qui ne va déboucher sur rien du tout », tandis que la plupart des associations présentes « n'ont pas la moindre influence sur le terrain ». « L'idée de la table ronde est bonne, mais le casting n'était pas



Brice Hortefeux n'a pas sollicité les associations de terrain. FEFERBERG/AFP

représentatif des associations qui travaillent sur le terrain, renchérit Mohammed Mechmache, président d'AClefeu et maire adjoint en charge de la jeunesse et des sports de Noisy-le-Sec. Et puis, deux jours après cette réunion, on annonce les mauvais chiffres de la délinquance et encore plus de sévérité dans les quartiers : c'est totalement contradictoire ».

Aucune de ces associations n'a été sollicitée par le gouvernement, « pas plus que les spécialistes qui travaillent depuis longtemps sur les rapports entre les forces de l'ordre et les jeunes », regrette Mohammed Mechmache, pour qui la mascarade du 31 août « restera stérile ».

—X. F.

AClefeu, <http://aclefeu.blogspot.com/>

CHRISTINE TRÉGUIER

Efficace, la vidéosurveillance ?

Michèle Alliot-Marie l'avait promis, et Brice Hortefeux a repris l'objectif à son compte : le nombre de caméras de vidéosurveillance installées dans l'espace public sera triplé d'ici à 2011. Seul fait nouveau, le ministre de l'Intérieur actuel s'appuie sur un rapport attestant leur efficacité. Une première en France, où, en vingt ans, aucune étude analysant l'impact des yeux électroniques sur la délinquance n'avait été réalisée. Le rapport a été commandé en mars dernier, pour couper court aux critiques de plus en plus nombreuses, mais il restera confidentiel. Seul *le Figaro* a eu le privilège de consulter le document. Le titre de son article donne le ton, « Vidéosurveillance, le rapport qui prouve son efficacité », et les auteurs du rapport – l'Inspection générale de l'Administration (IGA), l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) et l'Inspection technique de la gendarmerie nationale (ITGN) – y sont présentés comme étant « au-dessus de tout soupçon ». Flics et gendarmes ont analysé les statistiques de la délinquance, et l'essentiel de leurs conclusions tient en une phrase : la vidéoprotection a « un impact significatif en matière de prévention », en particulier dans le cas d'agressions contre les personnes.

Mais ce bilan français, très favorable aux caméras et à leur extension, est démenti par de nombreux rapports publiés par nos voisins anglais, champions européens de la vidéosurveillance. Le dernier en date est sorti cet été. Réalisé par les services internes de la Metropolitan Police, il vient remettre en cause les investissements massifs (1,5 million de caméras dans Londres) dans la surveillance des espaces publics. On ne compterait qu'un crime élucidé pour 1 000 caméras. Un chiffre qui ne surprend pas David Davis, ex-ministre de l'Intérieur du contre-gouvernement conservateur anglais (1) : « Cela devrait provoquer un réexamen

Selon un rapport de la police anglaise, on ne compterait qu'un crime élucidé pour mille caméras dans les espaces publics.

profond, et depuis longtemps nécessaire, des budgets investis dans la vidéosurveillance par le ministère de l'Intérieur. La vidéosurveillance se solde par des dépenses massives et une efficacité minimale. C'est une énorme intrusion dans la vie privée, pour peu ou pas d'amélioration de la sécurité. » Pour Davis, la Metropolitan Police n'a que trop tardé à prendre en compte cette inefficacité.

En 2006, un rapport de Scotland Yard estimait que, faute de formation des agents, le caractère préventif de la vidéosurveillance était un « vrai fiasco » avec seulement 3 % des crimes résolus grâce aux caméras. Les résultats d'une autre enquête menée sur trois ans et publiée en 2005 par les services du ministère de l'Intérieur britannique ne sont guère plus probants. L'analyse des statistiques recueillies

sur treize sites urbains équipés et treize autres non équipés avait amené les enquêteurs à conclure que les caméras étaient inefficaces pour prévenir les délits impulsifs et, de manière plus générale, les atteintes aux personnes. Ils soulignaient également un déplacement géographique de la criminalité dans trois des six zones dans lesquelles la délinquance avait diminué. Un déplacement que le bilan français minimise totalement. À quand une étude indépendante, pour en avoir le cœur net ?

(1) Le « shadow cabinet », ensemble des députés de l'opposition désignés pour agir comme porte-parole de leur parti dans un secteur administratif donné.

La droite peut commencer à mettre le champagne au frais pour 2012. Le PS est en train de mettre la charrue avant les bœufs : avant de discuter des alliances et des stratégies de conquête du pouvoir pour 2012, il faudrait déjà résoudre le problème essentiel de l'identité.

De même qu'un individu doit se déterminer d'abord et avant tout par rapport à ses propres buts et non à ceux de son entourage, un parti, s'il veut être crédible, doit se déterminer par rapport à lui-même ou à ses composantes. Chercher des appuis extérieurs avant même d'avoir un programme digne de ce nom et avant d'avoir défini clairement et précisément le but qu'on veut atteindre est une inversion de la séquence naturelle des faits et des importances. Cela laisse à penser que gagner des élections est un but en soi, que le pouvoir est un but en soi, au lieu d'être un moyen au service d'un but largement supérieur.

Un groupe vaut par la qualité des personnes qui le composent, mais encore faut-il que ces personnes souhaitent bien aller dans la même direction.

Lucien Rodier

Définitivement, notre président de la République

exhibe en plein jour le fond de sa pensée politique. S'il a pris l'habitude, pour déstabiliser un PS plus qu'endormi, voire carrément dans un coma peut-être mortel, de ratisser à sa gauche, le voici – par l'intermédiaire du parti présidentiel, l'UMP – très alourdi à sa droite par l'absorption du MPF puis du CNPT !

Cédant au populisme, la majorité gouvernementale et parlementaire se montre enfin sous son vrai jour : on ne nous fera pas croire que ces deux formations minoritaires d'extrême droite vont, comme par magie, devenir plus républicaines et européennes. Au contraire, c'est l'UMP dans son entier qui se trouve salie par cette alliance dans l'ordre des choses prévisibles depuis la campagne de 2007 : racisme, nationalisme, traditionalisme de bas étage, et j'en passe... Quel assaisonnement pour la rentrée prochaine !

Serge Moulis, Betton (35)

Amplifions les convergences

Dans le courrier d'Alain Brunel paru dans le n° 1065 de *Politis*, quelques phrases m'interpellent, révélatrices d'un manque d'informations.

« *Tout accusé a droit à un avocat* » : tout accusé a également le droit de trouver dans les accusations des arguments solidement étayés. » [...]

« *Caution de Martine Billard* » : c'est une insulte de penser que Martine Billard a pu se rapprocher du PG sans écouter, lire les réflexions, le projet, et discuter de façon argumentée avec des militants.

Quand à être de gauche, c'est vraiment sur un projet de société, des prises de parole, des arguments que l'on peut se permettre de juger.

Voici ceux pour lesquelles je me dis de gauche et milite au Parti de gauche.

Premièrement, face à l'urgence sociale, inverser l'ordre du partage des richesses entre le capital et le travail sous toutes ses formes : salaires, fiscalité, Sécurité sociale, service public... Car c'est la

DIFFUSION EN KIOSQUE

Pour connaître le point de vente le plus proche de votre domicile, de votre lieu de travail ou même de votre lieu de vacances ; si vous souhaitez que votre marchand de journaux soit approvisionné sous huitaine ;

appelez le

01 42 46 02 20

(de lundi au vendredi de 10 h à 17 h)

ou envoyez un courrier électronique à

contact@kdpresse.com

Un site des NMPP indique également où trouver *Politis* :

www.trouverlapresse.com

condition d'une société où le droit au bonheur n'est pas un slogan de supermarché ouvert le dimanche, où la vie douce n'est pas réservée à quelques-uns, d'un monde où le travail n'est pas la frontière entre la vie et la mort sociale, bref, de l'invention d'un futur tout simplement humain.

Deuxièmement, face à l'urgence environnementale, la planification écologique est nécessaire tout de suite pour engager la transition entre le modèle actuel de production, de consommation, de vie et d'échange, et le modèle d'alterdéveloppement qu'il est urgent d'inventer. Pour sortir du nucléaire et favoriser des énergies renouvelables, relocaliser les productions, être décroissant dans certains domaines et en faire croître d'autres ; proposer des solutions contre le tout-automobile et une autre politique d'aménagement du territoire. S'il visite le site du PG-35, M. Brunel pourra constater que la réflexion écologique y est une réalité, et lire le compte rendu du forum écologie organisé en juillet à Rennes avec des associations bretonnes – Eaux et rivières, Bretagne vivante –, Sortir du nucléaire et la Confédération paysanne, en présence de Corinne Morel-Darleux.

Troisièmement, il est nécessaire, face à l'urgence démocratique, de réaliser la refondation républicaine et laïque des institutions et de la société française. Pour ce faire, il faudra



POLITIS courrier des lecteurs, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.
01 43 48 04 00 (fax) pagecourrier@politix.fr (e-mail)

notamment passer à la VI^e République parlementaire, rétablir le contrôle politique de la monnaie et de la finance, garantir le droit de citoyenneté des travailleurs dans l'entreprise afin d'inventer la société de ce que Jaurès appelait « la démocratie jusqu'au bout ». [...] Enfin, il faut travailler avec qui le souhaite (formations comme individus), au-delà du Front de gauche, sur la construction d'un contenu programmatique social et écologiste de transformation contre le capitalisme, les moyens de l'appliquer, et proposer des mesures d'urgence. Évitez les divergences et amplifions les convergences, pas le contraire.

Christian Duvinage, Coutances (50)

Pas de vedette à la CGT Je trouve dommage et inquiétant de lire dans un journal qui traite l'actualité de manière « indépendante et engagée » l'écho intitulé « Thibault boude le NPA pas la CFDT ». En effet, les deux ne sont pas comparables, la CFDT est un syndicat, donc un interlocuteur normal pour la construction du mouvement syndical, même si nous n'en partageons pas les points de vue politiques et stratégiques, alors que le NPA est un parti politique. [...]

Quant aux « vedettes CGT », elles ont été créées par les médias, et

elles ne représentent pas l'ensemble des syndiqués CGT, qui, pour la plupart, trouvent dommageable que des syndicalistes qui se disent révolutionnaires négocient en fait des primes de départ au lieu de se battre pour le maintien de l'emploi industriel. Beaucoup de syndicats CGT, eux, se battent en ce sens ; et ils ne font pas dans le sensationnel, mais dans la lutte avec tous les salariés et avec une implantation CGT forte (Molex, SBFM, etc.). Chez Conti, on compte seulement 17 syndiqués sur 1 200 salariés, mais la lutte chez SBFM est le contre-exemple de cette désaffection, avec 350 syndiqués pour 500 salariés. SBFM a été vendue corps et biens à Fiat en 1998 pour faire entrer du cash chez Renault, puis ensuite à un sous-traitant peu scrupuleux sur les investissements et le maintien de l'outil de production. La SBFM revient aujourd'hui dans le groupe Renault, avec tous ses salariés après des mois et des mois de luttes !

Il n'y a donc pas de vedette à la CGT, mais de nombreux syndiqués qui luttent tous les jours dans l'indifférence des médias car, aujourd'hui, la forme prévaut sur le fond !

Corinne Graffeuille, syndiquée CGT (Dordogne)

Le port de la burqa Vous avez choisi de mettre en évidence la lettre de M. Daubenton concernant le port de la burqa, dans le n° 1065 de *Politix*. [...] Considérer que porter une burqa est un choix individuel, c'est admettre que chaque femme qui en porte une a fait ce choix dans la joie et la bonne humeur, sans pression, sans contrainte, sans influence aucune de son milieu familial, mais parce que c'est pratique, ça sèche vite, ça n'a pas besoin de repassage... Foutaise ! [...]

Nous avons en France, depuis 1905, une loi de séparation de l'Église et de l'État ; voilà bien le rôle de l'État de ne pas laisser le religieux s'aventurer trop loin (en 1905, la religion catholique toute-puissante était concernée par cette loi, mais celle-ci s'applique à toute

religion). [...]

Le port de la burqa est fondamentalement lié à un rôle dévolu à la femme, et c'est bien le devoir de l'État de veiller à ce que le religieux n'affecte pas l'intégrité, la liberté, l'égalité de chacun (même si c'est une femme). Tant qu'il ne sera pas démontré que le port de la burqa n'est en rien imposé aux femmes qui la portent, qu'il n'est pas le résultat d'une pression religieuse, culturelle, familiale [...], nous ne devons pas l'accepter. Il est inadmissible, honteux et scandaleux de dire qu'interdire le port de la burqa est stupide. Faudra-t-il un jour – après la burqa – accepter le burqini, les piscines, les cantines et les écoles non mixtes ? Accepter aujourd'hui la burqa, c'est mettre le doigt dans un engrenage infernal.

Jocelyne Sautel, Saint-Sauveur-de-Montagut (07)

Les deux blaireaux de la colline

Un des privilèges de la retraite, c'est d'échapper au tohu-bohu de la rentrée. Tout le pays se remet en route, même si on oublie trop facilement que des millions de nos concitoyens ne sont malheureusement pas concernés par les vacances. Et c'est sans contester le monde politique qui donne l'image la plus agitée de ce tohu-bohu. En quelques jours, le maelström du discours politique enfle soudainement et noie littéralement le pays sous un déluge de déclarations. Et sur les sujets phares de la rentrée médiatique [...], tout semble prétexte à certains pour se pousser du col dans la féroce bataille des places qui s'annonce.

Pour les centaines de milliers de Français sonnés par la crise, pour les millions d'autres qui sentent bien qu'elle pourrait bientôt les concerner, le duopole de l'UMP et du PS apparaît de moins en moins capable de régler avec efficacité et dans la justice leurs problèmes. En revanche, il se révèle à leurs yeux redoutablement efficace pour perpétuer son pouvoir. Par le vilain temps sarkozyen que l'on sait, il faudra donc autre chose que la « Star Academy » des primaires et des alliances véreuses

AGENDA

Clermont-Ferrand (63) : le 10 septembre, à 20h30. Denis Sieffert, directeur de *Politix*, et Pierre Barbancey, journaliste à *l'Humanité*, apportent leur témoignage sur l'offensive israélienne sur Gaza. Denis Sieffert à partir de son livre *La Nouvelle Guerre médiatique israélienne*, et Pierre Barbancey sur le thème « La vie après les bombardements ».

ESC, amphi JF Genova. Contact : les Amis du Temps des cerises, 04 73 85 59 26.

Montreuil (93) : du 16 septembre au 16 octobre, l'université populaire de Montreuil organise un grand cycle internationaliste sur les luttes menées par les peuples en Amérique latine. **Chez Armand Gatti, à La Parole errante, 9, rue François-Debergue. mparaire@wanadoo.fr**

France : le 21 septembre, le Mouvement pour la paix organise en France la Journée internationale de la paix, afin de promouvoir les avancées faites en matière de culture de la paix. Conférences, projections, votations citoyennes, rencontres, concerts, etc. En partenariat avec *Politix*.

Toutes les initiatives sur le territoire : www.mvtpaix.org, 01 40 12 09 12.

www.politix.fr

Consulter l'agenda militant mis à jour régulièrement

pour redonner un peu de courage à celles et ceux qui désespèrent de la politique. Il faut donc redire la responsabilité, dans les mois à venir, de l'autre gauche. Et le Front de gauche devient aux yeux d'un nombre grandissant une urgence politique évidente et une ardente obligation. Dans son roboratif essai *De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, le philosophe Alain Badiou évoquait un proverbe chinois. Pour désigner deux complices de mauvais coups, les Chinois parlent de « deux blaireaux sur la même colline ». Badiou a raison : il faut chasser les deux blaireaux de la colline.

André Curtillat

Pensez-y !

Abonnement web

à partir de 8 € par mois*

www.politix.fr

Paiement sécurisé *voir conditions

APPEL À TÉMOIGNAGES

Politix lance un appel à témoignages aux détenus et à leurs proches. Écrivez au journal, racontez vos conditions de détention.

Écrire à : **Politix, Jean-Claude Renard, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris ou sur pagecourrier@politix.fr**

TAX-TAX-TAXERA

Usine à gaz Mal barrée, la taxe carbone ! Déjà rejetée par une majorité de Français, si l'on en croit les sondages (même chez les Verts !) (1), et dénoncée par de plus en plus de voix à gauche (après que Ségolène Royal a donné le la à La Rochelle) comme à droite (la grogne à l'université d'été de l'UMP était manifeste, encore que contenue : c'est tout de même un projet du Président !), à croire qu'on a rêvé cet unanimité des candidats à la présidentielle de 2007 lorsqu'ils ont tous signé la bouche en cœur l'ordonnance de ce bon Docteur Hulot... Eh bien, au risque de fâcher mon camarade Vadrot (voir son blog sur le site de *Politis*) et quelques autres écologistes de choc, je comprends tout à fait ces réticences, aigreurs, rejets que provoque la « contribution climat énergie » tant elle paraît mal fichue, inappropriée, inefficace ; et d'abord injuste : puisque par définition elle ne gênera que les pauvres et les populations rurales ou périphériques des centres urbains, privées de transports en commun, contraintes à utiliser une voiture (souvent polluante, parce que bas de gamme et vieille) – car essayez donc de vivre à la campagne sans bagnole quand le moindre commerce est à une quinzaine de kilomètres de chez vous, je sais de quoi je parle (2) ! Ruraux ou excentrés et pauvres, il s'agit souvent des mêmes catégories sociales, et ne nous étonnons-nous pas que la proportion de rejets monte à 75 % chez les ouvriers, pour 57 chez les cadres (même sondage). Ah, mais puisqu'on vous dit que ce n'est pas un impôt et qu'on remboursera les foyers les moins favorisés ! Selon quelles procédures, par quel moyen de calcul, combien de temps ? Bonjour l'usine à gaz !

Panoplie Il faut bien, pourtant, compte tenu de l'urgence climatique qui nous mord la nuque, s'engager enfin dans une politique résolument économe en énergie. La taxation des carburants est sans doute un des moyens nécessaires pour y parvenir. Un des moyens. Dans une panoplie d'autres. Pas comme alibi ou gadget, et ciblé, comme par hasard, sur les ménages, en épargnant les industries et

leurs droits à polluer. Exemple : Arcelor-Mittal, qui dispose d'environ 8 millions de quotas par an pour six usines en France, soit un droit à émettre gratuitement 8 millions de tonnes de carbone ; un cadeau de 250 millions d'euros par an, si l'on retient le prix de 32 euros la tonne proposé par la commission Rocard. Il semblerait de surcroît que la firme du milliardaire indien (qui vient, par ailleurs, de s'offrir le yacht le plus cher du monde !) ait obtenu pour 2008 plus de quotas qu'elle n'en avait l'usage, et qu'elle peut donc remettre l'excédent en vente (un million de tonnes) sur le marché au comptant : bénéfice, 15 millions d'euros (3) ! Les Français n'aiment pas trop qu'on les prenne pour des cons.

Mais quels autres moyens ? Inciter chacun d'entre nous à une moindre consommation en général et d'essence en particulier, y compris par une taxe, est certes légitime. D'autant que les technologies alternatives ne sont pas encore au point, ni disponibles en quantité. Mais pas quand, dans le même temps, par des débauches publicitaires colossales, on ne cesse de vanter la bagnole à longueur d'antenne ou de papier glacé ; pas quand, comme jamais, des théories de poids lourds de plus en plus démesurés, dangereux, défonceurs de bitume, polluants, occupent en maîtres routes et autoroutes, en général en excès de vitesse et en dépassement dangereux, dans l'indifférence totale d'une police qui préfère (encore !) verbaliser le pauvre bougre ; pas quand, encore, on ne fait rigoureusement rien pour développer le ferrotage et que la SNCF préfère saboter son secteur fret (en supprimant des emplois), supprimer ses voies secondaires et remplacer ses michelines par des autocars ; pas quand, de manière constante, les pouvoirs publics s'aplatissent devant les lobbies – celui des routiers, des travaux publics, des agriculteurs, etc. – les plus gaspilleurs et destructeurs de l'environnement qui soient. Et, au bout du bout, il est encore une condition indispensable pour que nous (les citoyens français) acceptions sans réticence une nouvelle baisse de revenus, et c'est (notamment) un confrère peu suspect de laxisme dans l'approche de la question écologique qui le rappelle :

« L'impôt envisagé reste injuste dans le contexte d'une répartition des revenus particulièrement inégalitaire. Son acceptation suppose une réforme fiscale corrigeant ce désordre social : abolition du bouclier fiscal, refonte des niches fiscales, revenu maximal admissible (4). » Bien vu. Et, parole, si Sarko fait tout ça, je prends ma carte de l'UMP. Pas de gros risque, à mon avis.

Attac, fin de partie La pénible affaire de la fraude à Attac, qui avait permis la réélection de son président sortant Jacques Nikonoff en 2006 (suivie de sa démission quand fut découvert le pot aux roses), vient de connaître son épilogue judiciaire (5). Ci-contre, le communiqué du bureau d'Attac qui met définitivement les choses au point. Sans commentaire.

Qui signe ? Fortiches, les lecteurs ! L'énigme n'a pas tenu une journée et c'est un certain « Al 1 » qui a dégainé le premier : oui, c'était bien Georges Brassens l'auteur de cet article sur la CGT, paru dans *Combat syndicaliste*, journal de la CNT, en 1947. J'avais trouvé cette perle rare dans l'excellent *Georges Brassens, œuvres complètes* (Cherche Midi, mars 2007) que je vous recommandais dans le BN de rentrée.

Rectifications Et toujours grâce aux lecteurs, deux précisions-rectifications : la première sur la citation de Jefferson, qui serait pour le moins douteuse, selon Nadia, qui me renvoie à deux sites qui la mettent en débat (6). Et notre lectrice commente : « Essayons d'exercer la même vigilance envers les textes qui nous caressent le poil qu'envers ceux qui nous le hérissent !!! » Merci de vous y être employée. La deuxième sur La Soufrière et la querelle Allègre-Tazieff : oui, Tazieff avait bien eu raison sur ce coup et il n'y avait pas eu de coulée meurtrière ; mais oui aussi, contrairement à ce que je disais, le principe de précaution s'était déjà (1976) appliqué, et une évacuation avait bien eu lieu. Pour rien. Merci à Alain (7).

La taxe carbone est d'abord injuste : par définition elle ne gênera que les pauvres et les populations rurales ou périphériques des centres urbains.



PAR BERNARD LANGLOIS

Cerveau Enfin, réception d'un livre qui me fait bien plaisir, parce que l'auteur en est Denis Robert, et que c'est un roman. Preuve qu'il a su passer à autre chose après son boulot remarquable sur Clearstream et les méandres de la finance pas claire (avec tous les ennuis judiciaires que ça lui a valus, et qui empoisonnent encore sa vie). *Dunk* (c'est le titre) est un terme de basket dont vous trouverez la définition en exerçue. En deux mots, ça raconte l'histoire d'une star du panier qui se fait piquer son cerveau par un vieillard riche qui aspire à l'immortalité. Roman d'anticipation bien fichu, donc, sur les effets pervers (criminels) de certaines recherches scientifiques, où l'auteur n'oublie pas au passage de régler quelques comptes avec son ancienne profession : « *La compromission de la population le déprimait. En premier lieu celle de ses anciens collègues de L'Est et des élus de tous bords qui mangeaient dans la main de Paul Netter. Cette ordure cacochyme. Le vieux journal est encore tiré à quelques milliers d'exemplaires. Il*

est acheté par une poignée d'irréductibles qui préfèrent lire sur du papier. On n'y apprend pas grand-chose. [...] La propagande des dominants, selon Lemeth (8). »

Et tu voudrais que ton livre ait une bonne presse, en plus ?

—B. L.

(1) Nous n'avons pas la religion des sondages, mais quand même : deux tiers des Français sont opposés à la taxe carbone, et toutes tendances confondues – 67% à gauche, 63% à droite, 69% au Modem, et 60%... chez les Verts ! (TNS-Sofres-Logica pour Europe I).

(2) Pas la peine de me m'opposer certains arguments que je connais bien : yaka faire les courses à vélo (jusqu'à quel âge ?) ou yaka acheter aux commerçants qui tournent dans les villages (à 10, 15 ou 20% plus cher, hein ?).

(3) Voir l'article d'Aurélien Bernier dans *L'Huma-Dimanche* du 27 août.

(4) **Vive l'impôt sur l'énergie!**, Hervé Kempf, *Le Monde*, 6-7 septembre.

(5) Le réquisitoire et l'ordonnance de non-lieu sont sur : <http://www.france.attac.org/spip.php?article0266>

(6) [http://wiki.monticello.org/mediawiki/index.php/Private_Banks_\(Quotation_\(en_anglais\)\)_et_http://macadam.blog.tdg.ch/archive/2009/02/24/jefferson-gallatin-et-le-secret-bancaire.html](http://wiki.monticello.org/mediawiki/index.php/Private_Banks_(Quotation_(en_anglais))_et_http://macadam.blog.tdg.ch/archive/2009/02/24/jefferson-gallatin-et-le-secret-bancaire.html) (en français)

(7) Voir <http://tinyurl.com/lomdad>

(8) *Dunk*, Denis Robert, Julliard, 240 p., 20 euros. pol-bl-bn@orange.fr

« Fraude, plainte contre X, non-lieu : épilogue »

« L'association Attac a reçu à la fin du mois de août 2009 l'ordonnance de non-lieu relative à la plainte contre X déposée à la suite de la fraude ayant marqué l'élection du conseil d'administration de juin 2006. Le conseil d'administration du 12 septembre prochain devait arrêter une courte déclaration annonçant le non-lieu et informant les adhérents des résultats de l'enquête judiciaire. En effet, nous avons pris connaissance du réquisitoire du parquet de la République ayant précédé l'ordonnance de non-lieu dans lequel sont établis les faits suivants.

« Une personne, à l'époque salariée de l'association, Christophe Ventura, a reconnu, après l'avoir nié, avoir pénétré dans les locaux d'Attac, dans la nuit du 13 au 14 juin 2006 (celle après laquelle la tendance des résultats de l'élection a brutalement basculé), après minuit, donc hors des heures d'ouverture des locaux, dans lesquels tous les bulletins de vote en cours de dépouillement étaient entreposés, et pour un motif déclaré totalement étranger à l'activité de l'association. Cette personne a été, pendant cette intrusion, en communication téléphonique avec Jacques Nikonoff, Bernard Cassen et Michèle Dessenne, qui se trouvaient à proximité. Ces faits sont authentifiés. Cependant, les règles de preuve du droit français exigeraient de relier directement et formellement cette intrusion nocturne et la fraude, ce qui est impossible matériellement. Le juge d'instruction ne pouvait donc que statuer qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre quiconque. Attac prend acte de cette décision.

« Mais un non-lieu ne signifie pas que rien ne se soit passé. La commission d'enquête interne avait mis au jour les faux bulletins

de vote et ses conclusions avaient été admises par Jacques Nikonoff et Bernard Cassen. Malheureusement, en assumant le risque de relancer des querelles mortifères, Jacques Nikonoff et Bernard Cassen ont publié vendredi 4 septembre un communiqué qui ignore ou qui cache les faits aujourd'hui établis par l'enquête judiciaire.

« Nous avons fait le choix, au vu du réquisitoire, de ne pas poursuivre la procédure juridique, considérant qu'Attac avait tourné la page et que les résultats de l'enquête suffisaient à apporter la clarification indispensable qu'attendaient les adhérents qui avaient tant souffert de voir leur association aussi malmenée et déconsidérée. Plus de trois ans après cet épisode douloureux, nous restons persuadés que le mieux était et reste de veiller à la préservation de l'outil que représente Attac, tout en informant sobrement les adhérents des faits dont nous avons connaissance. Aujourd'hui, la dissimulation de la violation nocturne des locaux de l'association nous oblige à rendre public le contenu du réquisitoire et de l'ordonnance de non-lieu, sans autre commentaire. Les adhérents sont en mesure d'apprécier ces événements passés, sereinement et sans esprit de revanche. Et nous aurons à cœur de continuer avec eux à promouvoir les analyses et les propositions d'Attac.

« Montreuil, le 7 septembre 2009

« Pour le Bureau d'Attac France,
Jean-Marie Haribey et Aurélie Trouvé, coprésidents »

Politis, 2, impasse Delaunay
75011 Paris
Tél. : 01 55 25 86 86
Fax : 01 43 48 04 00
www.politis.fr
redaction@politis.fr
Fondateur : Bernard Langlois.

Politis est édité par Politis, société par actions simplifiée au capital de 941 000 euros.

Actionnaires :

Association Pour Politis, Christophe Kantcheff, Denis Sieffert, Pascal Boniface, Laurent Chemla, Jean-Louis Gueydon de Dives, Valentin Lacambre.

Président, directeur de la publication :
Denis Sieffert.

Directeur de la rédaction :

Denis Sieffert.

Comité de rédaction :

Thierry Brun (87),
Christophe Kantcheff (85),
Michel Soudais (89)
(rédacteurs en chef adjoints) ;
Sébastien Fontenelle (74)
(secrétaire général de la rédaction),
Olivier Doubre (91), Xavier Frison (88),
Ingrid Merckx (70),
Patrick Piro (75) (chefs de rubrique) ;
Jean-Claude Renard (73),
Gilles Costaz, Marion Dumand,
Denis-Constant Martin, Christine Tréguier,
Claude-Marie Vadrot, Jacques Vincent.

Responsable éditorial web :

Xavier Frison (88).

Architecture technique web :

Grégory Fabre (Terra Economica)
et Yanic Gornet.

Conception graphique

Sophie Guérouit_Sikora (01 43 71 21 46).

Premier rédacteur graphiste papier et web :
Michel Ribay (82).

Rédactrice graphiste :

Claire Le Scannf-Stora (84).

Correction et secrétariat de rédaction :

Marie-Edith Alouf (73), Pascale Bonnardel.

Administration-comptabilité :

Isabelle Péresse (76).

Secrétariat :

Brigitte Hautin (86).

Publicité-promotion :

Marion Biti (90)

publicite@politis.fr

Impression :

Rivet Presse Édition BP 1977, 87022

Limoges Cedex 9

Imprimé sur papier certifié PEFC

DIP, Service abonnement Politis

18-24, quai de la Marne,

75164 Paris Cedex 19

Tél. : 01 44 84 80 59.

Fax : 01 42 00 56 92.

abopolitis@dipinfo.fr

Abon. 1 an France : 147 euros

Conseil Distribution - Diffusion

K.D. Presse

14, rue des messageries 75010 Paris

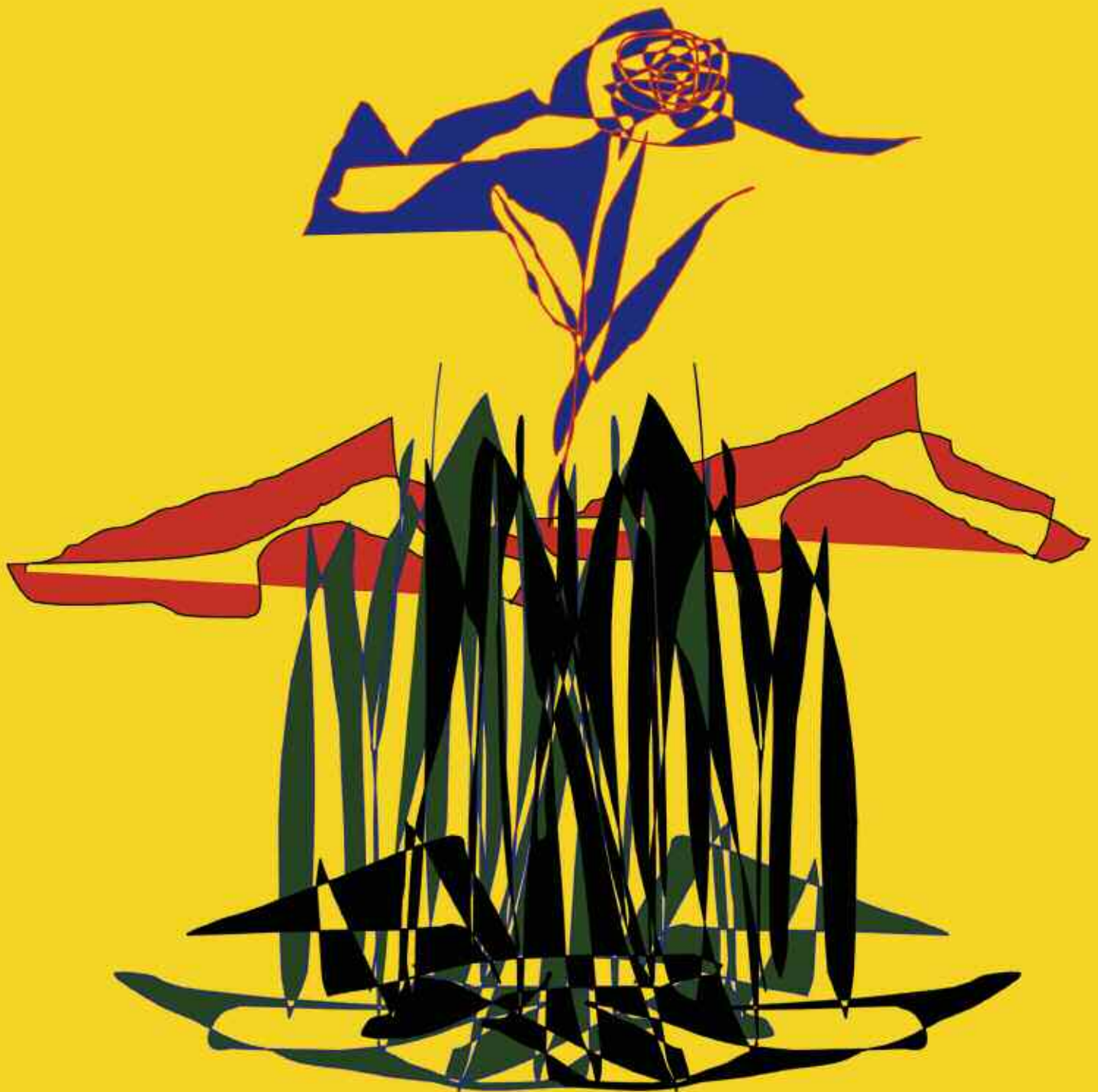
Tél. : 01 42 46 02 20

www.kdpresse.com

Numéro de commission paritaire :

0112C88695, ISSN : 1290-5550

21 Septembre
Journée Internationale de la PAIX



Louis Arti ordi 2009

www.21septembre.org

Collectif "21 septembre - Journée internationale de la Paix"

Maison de la Paix - 9, rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen - Tél. 01 40 12 09 12 - email : collectif@21septembre.org